ÉCHANGES

N° 156 — Eté 2016 — 3 euros

bulletin du réseau
« Echanges et mouvement »

SIX MOIS DE LUTTE : pour qui et pourquoi ?, p. 3 ◆ A lire aussi, p. 9

ÉTATS-UNIS. L'affaiblissement relatif du « maître du monde », p. 10 ◆ **BRÉSIL.** Des jeux plus dramatiques que les Olympiades, p. 20 ◆ Soixante-dix ans de **RISQUES RADIOACTIFS**, au Japon et aux Etats-Unis, p. 26 ◆

Migration, **RÉFUGIÉS ET FORCE DE TRAVAIL** (suite), p. 38

Dans les publications, p. 43

CORRESPONDANCE. A propos du GCI et de la revue « Communisme », p. 44 ◆ Lire « Le Capital », p. 46 ◆ « La Foire aux ânes », p. 47 ◆Militants et agitateurs, p. 48 ◆ « Les forces de destruction », p. 51 ◆ Concorde nationale et politique nationale, p. 52 ◆ Les carences de Pôle Emploi, p. 52

Dans les publications, p. 55

Liste de documents, journaux, brochures disponibles, p. 59

ÉCHANGES N° 156 — Eté 2016

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org
http://www.echangesetmouvement.fr/

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1e
☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

SIX MOIS DE LUTTE : POUR QUI ET POURQUOI ?

Ce qui suit a été écrit avant la tuerie de Nice, pour tenter de rassurer les camarades de l'étranger qui voyagent, et reçoivent à travers divers médias (y compris ceux des activistes français) l'image d'une France un peu à feu et à sang. Outre l'inquiétude quotidienne que des actions « terroristes » imprévisibles et incontrôlables de ce genre peuvent susciter, peu de changement à ce que nous avions écrit fin juin. Sauf peut-être de constater que les médiatisations de tout événement de quelque importance mondiale (le pseudo-coup d'Etat en Turquie, l'intronisation de Donald Trump aux Etats-Unis, l'état d'urgence en France, etc.) relègue aux oubliettes temporaires ce qui faisait la une des médias la veille (qui parle aujourd'hui des migrants ou de Nuit debout ?) (1)

Quelle était la vie à Paris en ces jours de fin juin 2016 ? Les questions posées par des camarades étrangers laissent penser qu'ils croient trouver ici, d'après les informations diverses qu'ils recueillent, une vie quotidienne totalement perturbée par une montée des conflits. Paris devait connaître effectivement le 28 juin la douzième grande manifestation contre la loi dite El Khomri (du nom de la ministre du travail) ou plus simplement « loi du travail », qui fut présentée en conseil des ministres le 9 mars.

Sauf pour l'énorme déploiement des forces de répression (2 000 à 3 000 policiers pour les dernières manifestations) et les perturbations causées dans le trafic routier, la vie à Paris n'a guère été troublée depuis le début de ces actions de résistance. Il n'y a eu aucun manque de ravitaillement, si l'on excepte une grève dans les transports ferroviaires pour des questions spécifiques aux cheminots aujourd'hui terminée, les transports ont en général fonctionné selon leurs horaires, les terrasses des cafés étaient abondamment remplies chaque soir, les écoles et les universités sont ouvertes et les examens se sont déroulés normalement, les matchs de l'Euro de foot n'ont été troublés que par les débordements nationalistes des hooligans. Si des commandos de quelques centaines de personnes peuvent effectuer des raids nocturnes sur le siège de la CFDT ou de la CGT, cela reste très marginal et ne trouble en rien la vie de la ville. Pendant les cinq derniers mois, mis à part quelques points forts temporaires, cette situation a été à peu près ce que je viens de décrire, bien qu'il se soit passé des évé-

(1) Cette logorrhée médiatique mériterait une étude sur la manipulation par les pouvoirs divers des événements permettant de reléguer l'important avec le surdimensionnement du ponctuel d'un intérêt mineur.

nements qui valent la peine d'être notés, notamment quant à l'évolution des différentes composantes du mouvement d'opposition à la loi El Khomri. C'est en ce sens que je pense examiner séparément chacun de ces différentes composantes tout en insistant sur le fait que bien qu'elles soient restées distinctes, elles n'ont pu se développer que dans un contexte global et ont pu converger occasionnellement.

J'ai séparé quatre de ces composantes : les étudiants, les syndicats et les travailleurs, « Nuit debout » et la marginalité des activistes dont les frontières sont mal définies, qui peuvent se retrouver dans un même événement décidé par l'une ou l'autre de ces composantes. Pourtant, avant d'entrer dans les détails de la situation en France et le rôle qu'ont pu y jouer les différentes composantes, je dois expliquer ce que je considère comme plus important, le contexte global dans lequel ces composantes opèrent et les situations respectives dans la composition de classe, ce qui explique à la fois leurs convergences et leurs différences.

Un mécontentement général

Ce qui est commun à toutes, c'est un mécontentement général. Ce mécontentement s'est développé dans un rejet des structures politiques, des politiciens ; motivé par leur impuissance face aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux causés par l'activité capitaliste mondiale. Ce rejet a été pour la France renforcé par la désillusion de ceux qui avaient encore pu croire aux promesses du présent président social-démocrate. On pourrait penser qu'un mécontentement aussi généralisé donnerait naissance à un puissant mouvement unifié mais on est contraint d'admettre que ce n'est pas du tout ce qui est arrivé dans ces derniers mois. Les conséquences de ce mécontentement sont très diversement appréciées et avec de grandes variations selon les positions dans les structures de classe (2). Parmi la masse imposante des salariés on peut distinguer trois catégories : ceux avec de hauts revenus, ceux avec des revenus moyens et ceux avec de bas revenus ; chaque catégorie montre des réactions très différentes devant ce qui semble être un mécontentement général. La catégorie la plus basse doit d'abord lutter pour son niveau de vie qui pourrait engendrer une plus grande implication dans les luttes : pourtant, cette catégorie ne fut que très rarement impliquée dans le actions de ces cinq derniers mois, et certainement pas d'une manière massive. La raison en est que toutes les dispositions (allocations diverses) destinées à pallier les difficultés matérielles des bas revenus sont toujours en place avec une certaine efficacité sociale, bien qu'elles puissent avoir été quelque peu réduites au cours des années récentes. D'autre part, ceux qui sont victimes d'un emploi précaire quelles qu'en soient les conditions, ne font rien qui puisse les faire tomber dans la case encore plus précaire du chômage.

La catégorie moyenne et celle des hauts revenus, dans une certaine mesure, sont moins concernées par l'insécurité de l'emploi et les questions de salaires mais peuvent quand même sentir une certaine menace d'insécurité, subissant dans le même temps une pression dans le travail, avec une dégradation des relations de travail, alors que dans la vie quotidienne sévit une dégradation parallèle des conditions de vie par la modification de

(2) Globalement, la baisse du niveau de vie en France peut s'exprimer en deux chiffres. En dix ans, la population française a augmenté de près de 10% alors que le PIB est resté pratiquement stationnaire, ce qui signifie une baisse globale du niveau de vie, mais différenciée selon les catégories sociales.

l'environnement. Ces catégories des « classes moyennes » se retrouvent dans une revendication et certaines formes de militantisme touchant la « qualité de la vie », ce qui inclut aussi la possibilité de changer leur futur et celui de leurs enfants ; ces enfants, dans leur adolescence et après affrontent le même type de problèmes, renforcés pour eux par l'appréhension de ne pas trouver le job adéquat à leurs espoirs et à leur qualification. D'où l'implication particulière de ces jeunes dans le présent mouvement.

Toutes ces considérations définissent le caractère de ces luttes et leurs limites. Toutes les manifestations et/ou les grèves de cette année n'ont jamais attiré des foules aussi importantes que les mouvements des années précédentes (comme le CPE) et également la présence récurrente d'une « minorité agissante ».

En quoi consiste exactement la « loi El Khomri » ?

La loi « El Khomri » a été votée définitivement le 21 juillet par les députés. D'une certaine façon, bien des participants aux diverses manifestations n'ayant aucune autre opportunité d'exprimer leur mécontentement, n'étaient là que pour « marquer le coup ». De cela découle que pour beaucoup, il s'agissait non de discuter (contrairement aux syndicats), mais de demander le retrait de la loi, ce qui interdisait toute négociation à son sujet. Au-delà de cette position radicale (qui pour certains syndicats dont la CGT ne sont que des mots) et des discussions sur des dispositions de la loi, la plupart des débats tournent autour des conséquences sur les relations de travail des dispositions de son article 2 qui autoriserait dans certaines conditions des accords d'entreprise au niveau d'une usine la transgression des protections légales du code du travail. Il serait trop long d'expliquer ici en détail ce qui est en cause pour les syndicats et les travailleurs, mais il est possible d'en donner les grandes lignes :

◆ la « loi travail » n'est que la dernière tentative d'adapter les relations de travail à l'évolution des structures de la production capitaliste. On peut voir depuis des années une tendance constante, dans les discussions et les accords sur ces relations de travail, d'un transfert du niveau national et des branches professionnelles vers le niveau de l'unité de travail – usine ou bureau. On peut retracer les principales étapes de cette tendance avec les lois Auroux en 1982 (un tiers des dispositions du code du travail furent alors modifiées), les lois Aubry en 1999 (l'application de cette loi devait être discutés et mises en œuvre au niveau du lieu de travail avec les délégués syndicaux de l'entreprise) et la loi sur la représentativité syndicale de 2008 (qui donnait aux délégués syndicaux de base reconnus représentatifs dans l'entreprise le pouvoir de discuter des conditions de travail sans avoir à suivre les directives nationales des confédérations). La loi El Khomri est seulement la dernière étape de cette évolution qui prive les syndicats nationaux de leur pouvoir légal d'intervenir dans les relations sociales de l'entreprise ;

◆ si l'on considère qu'actuellement moins de 10 % des salariés français sont syndiqués dans les quatre plus importantes confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC) (et d'une manière très inégale suivant les branches professionnelles), on peut en conclure que le pouvoir des syndicats réside seulement dans ce que la loi (le capital) leur concède. De cela découle leur réaction contre ce nouveau pas dans les relations sociales qui touche leur position quant à leurs possibilités d'intervention dans les relations de travail, laquelle est liée par ailleurs avec leur conception du rôle du syndicat et aux positions de la majorité de leur base réduite. C'est seulement ce dernier point

qui peut expliquer les positions différentes dans le présent conflit entre les deux principaux syndicats, la CGT et la CFDT ; de telles divergences à l'intérieur de la CGT peuvent expliquer les tergiversations de cette centrale tout au long des cinq mois de conflit ;

- la loi El Khomri ne crée pas une nouvelle situation dans laquelle les travailleurs seraient privés de quelque droit touchant leurs conditions de travail (c'est un des principaux arguments des opposants à la loi). Une telle position ignore le fait que dans les années écoulées on a vu de nombreux exemples de travailleurs d'une usine ou d'une entreprise pris dans un dilemme posé par les dirigeants : ou bien accepter de sérieuses dégradations de leurs conditions de travail ou bien être licenciés. La loi semble vouloir donner un cadre légal à de telles situations. Mais ce n'est pas tant la loi qui crée la situation dans ce conflit capital-travail que le rapport de forces qui donne la forme et l'issue du conflit.

Quel jeu joue la CGT ?

Comme nous l'avons souligné ci-dessus une partie importante de l'opposition et de l'action contre cette « loi du travail » a été motivée plus par le mécontentement général que par une opposition à un texte qui n'était pas encore bien défini et qui ne les concernait éventuellement qu'indirectement. En fait, les syndicats – les travailleurs qui les soutenaient éventuellement – ont constitué l'épine dorsale du mouvement d'opposition depuis son début jusqu'à aujourd'hui. Et la CGT était la vertèbre la plus forte de cette épine dorsale. Elle était engagée dans un double jeu (de concert avec deux autres centrales syndicales, Force Ouvrière et Sud). D'une part elle était le théâtre d'affrontements de tendances au sein de sa bureaucratie interne (les unes plus radicales, les autres en faveur d'un accord) et d'autre part elle tentait de faire pression sur le gouvernement dans l'espoir de maintenir ses positions légales. Au cours de cette lutte des mouvements plus indépendants des syndicats prirent à certains moment de la lutte de l'importance et ne pouvaient plus être ignorés, car ils donnaient le ton aux manifestations et aux grèves d'une manière quelque peu erratique. Il n'y eut en fait, dans ce mouvement de cinq mois, aucune réelle unité, aucune cohérence dans cette alternance entre manifestations et grèves.

Quand le projet de loi fut révélé à la mi-février, la CGT, de concert avec tous les autres syndicats, essaya de le modifier par des discussions directes avec le gouvernement, mais cette tentative rencontra une forte opposition des membres du syndicat. Séparément et indépendamment de l'appareil CGT, quelques syndiqués lancèrent une pétition sur Facebook qui réunit en peu de jours plus d'un million de signatures. Fort de ce succès ce groupe informel lança un appel à manifester pour le 9 mars, un appel suivi par les travailleurs mais surtout par les étudiants et lycéens. Ce mouvement indépendant prit de l'ampleur tout au long de mars (voir ci-dessous sur le mouvement étudiant) et contraignit la CGT à se retirer du processus de discussion (une position maintenue par la CFDT) et à organiser une manifestation commune pour le 31 mars, manifestation qui fut certainement une des plus imposantes de tout le mouvement. Mais après ce sommet, les manifestations n'arrêtèrent pas de décliner – sans aucune autre explication, pour ce qui concerne les lycéens et les étudiants, que les vacances scolaires.

Il est difficile d'expliquer pourquoi la CGT lança à la fin de mai une série de grèves illimitées (peut-être pour appuyer des négociations secrètes, et peut-être pour reprendre un contrôle sur le mouvement qui lui avait échappé en mars). Ces grèves furent lancées,

soit dans des secteurs pour des problèmes spécifiques n'ayant rien à voir avec la loi El Khomri (comme à la SNCF où la lutte concernait la réforme du statut de cheminot), soit dans des secteurs où la CGT avait une forte influence : dockers, raffineries, employés de voirie, routiers. Si ces grèves causèrent quelque trouble elle ne conduisirent jamais à une grève générale et souvent même les déclarations de grève illimitée n'étaient guère suivies, comme dans les transports publics de la région parisienne. Et ces grèves limitées et peu efficaces (bien que parfois soutenues par l'apport d'activistes du mouvement) se désagrégèrent peu à peu. Depuis lors, le travail a repris partout.

Si la CGT pensait que ces grèves donneraient un second souffle au mouvement et notamment aux manifestations qui se poursuivirent jusqu'à récemment, ils manquèrent leur but parce que la participation à ces manifestations répétées était de plus en plus faible même si parfois elles prirent un tour plus violent. On peut s'interroger sur le point de savoir si derrière ces hauts et ces bas et les alternances grèves et manifestations il n'y avait pas une stratégie de museler le mouvement indépendant qui se dessinait.

Pendant ces mois de lutte, la CGT et les autres syndicats d'opposition à la loi semblaient vouloir créer une image de syndicats combatifs, se comportant pourtant d'une certaine façon comme une minorité agissante espérant amorcer par les diverses interventions le début d'un mouvement plus vaste. Cette position avant-gardiste était partagée par l'ensemble des acteurs que le mouvement associait sous la bannière du retrait de la loi. Cette position commune n'était nullement nouvelle et quelles qu'en soient les données et les avancées des tentatives diverses furent totalement inefficientes dans leur but de stopper le déroulement législatif dont il est évident aujourd'hui qu'elle sera finalement adoptée et mise en application.

Le mouvement étudiant et lycéen

Le fait que dans les premiers jours du mouvement d'opposition à la loi, ce furent les lycéens et les étudiants qui formèrent le noyau actif de cette opposition de février à mars démontre clairement que ces jeunes se sentaient concernés par cette réforme. Même s'ils étaient motivés par la crainte de ne pas trouver un emploi à la fin de leur carrière universitaire autant que par le mécontentement général endémique. Il était évident que les jeunes des banlieues n'ont pratiquement pas participé au mouvement étudiant et qu'ils furent à peine présent dans les actions autour de Nuit debout (la région parisienne compte 3 millions de collégiens et lycéens et 700 000 étudiants, il n'y eut à aucun moment une participation massive de ceux-ci). Bien que le mouvement étudiant ait été organisé par les syndicats d'étudiants et de lycéens il a pris rapidement un caractère autonome à la fois quant à de initiatives locales indépendant et en termes de radicalisme ;

Mais on doit considérer que cette autonomie et ce radicalisme ne réussirent pas du tout à briser les perspectives de carrière des uns et des autres : la participation étudiante et lycéenne s'arrêta pratiquement après les vacances de Pâques et le troisième trimestre scolaire se déroula sans anicroche : les étudiants et lycéens devaient passer leurs examens et ne souhaitaient pas briser leurs perspectives de carrière.

Nuit debout

Nous renvoyons, pour une tentative de compréhension de ce mouvement, à notre article « Nuit debout, un patchwork expression d'un ras-le-bol généralisé » (*Echanges* n°155, printemps 2016) qui soulignait les limites

d'un rassemblement qui peinait à ressembler au « mouvement des places » apparu dans le monde les années précédentes, et qui n'a pas réussi à dégager une unité « au-delà de la volonté évidente de "continuer" » ce qui n'est même pas arrivé, les rassemblements s'amenuisant au long du mois de juin, pour disparaître ensuite.

Citons notre conclusion : « Même à travers ses limites et ses faiblesses, l'existence même de ce mouvement Nuit debout apparaît être un témoin et certainement une étape vers une prise de conscience collective de cette faillite d'un système. L'avenir dira sous quelle forme et à quelle dimension. Dans ce qu'elle sera en fait et pas du tout dictée par l'un ou l'autre, pas par nous en tout cas. »

Les marginalités

J'ai mis ce mot au pluriel parce que cette sorte d'action – distincte des plus importantes – a pu prendre différentes formes et était organisée (ou pas) par différents groupes œuvrant séparément ou ensemble de manières différentes en fonction de situations différentes. Ces groupes peuvent même se trouver en violente compétition – « plus révolutionnaire que moi, tu meurs ».

Je considérerai seulement ce qui est arrivé au cours de ces cinq mois de protestations sous toutes ses formes, pas seulement celles qui se rattachent aux actions violentes les plus souvent relatées, souvent répondant à la violence des policiers (mais pas toujours), pas seulement dans l'importance des dégradations matérielles mais aussi dans toutes sortes de perturbations, soit distinctes, soit en marge des plus importantes actions, en général les manifestations.

Je veux souligner deux points que je considère comme essentiels dans ces marginalités quels que soient leur forme et leur caractère :

◆ elles procèdent toutes du même concept d'avant-garde. D'un côté ceux qui les composent pensent que leur action au cours d'une manifestation va entraîner un grand nombre des manifestants vers quelque chose de plus important, une émeute par exemple (effectivement dans quelques manifestations on a pu voir s'amorcer une telle participation de manifestants « pacifiques », syndicalistes ou pas, mais ce fut toujours très limité). D'un autre côté ils peuvent penser par des actions directes distinctes donner un exemple de ce qui pourrait être fait pour sortir de l'inefficacité des récurrentes manifestations ;

◆ on doit noter que ces actions violentes peuvent être organisées par des minorités réduites sans être l'objet d'une répression de la part des autres participants (sauf par les services d'ordre syndicaux), parce qu'elles trouvent une sorte d'approbation pour leur action.

Mais la question que l'on peut se poser, au-delà de ce caractère minoritaire d'avant-garde, est dans la nature des buts de leur action. Ils ne furent jamais dans la position de perturber sérieusement la vie quotidienne normale durant ces derniers mois ni de changer le caractère des manifestations. Au-delà du fait de cette inefficacité, au-delà du fait d'avoir été réprimé parfois durement, une autre question se pose sur l'impact politique de ces tentatives de dépassement.

Quelques considérations politiques

Dans moins d'un an aura lieu en France une nouvelle élection présidentielle et le président présent pourrait de nouveau être candidat.

Pourtant, sa popularité et celle du Parti socialiste dont il est le représentant sont si basses que les chances d'un candidat social-démocrate d'être élu sont quasiment inexistantes.

D'où une simple question que nous nous sommes posé dès l'annonce de ce projet de loi El Khomri : était-ce aussi urgent de proposer

au vote une loi aussi impopulaire, seulement capable de provoquer une forte mobilisation et d'accroître le discrédit de tous ces politiciens ?

D'une part, le fait que le gouvernement a été capable de maintenir le processus de vote de la loi devant une certaine agitation sociale (mais de faible ampleur il est vrai), peut lui assurer des gains politiques dans la « France profonde ». D'autre part, les actions minoritaires violentes (et leur surdimensionnement dans les médias) aussi bien que l'apparente radicalisation de la CGT peuvent renforcer cette réputation nouvelle de capacité de garantir la « loi et l'ordre ».

Il est difficile présentement de dire si le gouvernement socialiste mérite un diplôme de machiavélisme politique ou s'il a su habilement jouer sur les circonstances. Mais toutes les oppositions paraissent fondre au soleil des vacances d'été et la « loi du travail » a bien été votée et apparemment elle sera mise en œuvre. Et tous les acteurs pacifiques ou violents de ces cinq mois de lutte peuvent peut-être se vanter d'avoir été cocus. Une autre question peut aussi se poser : l'échec de ces six mois de manifestations diverses n'entraînera-t-il pas une démoralisation de ceux qui agirent durant ces jours, prévenant ainsi un mouvement de plus grande ampleur dû au mécontentement global ? Ce qui pourrait aussi faire penser à une autre manipulation du pouvoir.

H. S.

A LIRE AUSSI

De nombreux textes peuvent apporter des éléments complémentaires ou des approches différentes. Nous ne pouvons les reproduire ici, ni même les citer tous.

◆ « Loi El Khomri, robots et mondialisation du capitalisme » (http://science21. blogs. courrierinternational.com/archive/2016/04/10/loi-el-khomri-robots-et-mondialisation-du-capitalisme-i-51551.html)

◆ « Nuit debout et citoyennisme : attraction fatale » (Yves, Ni patrie ni frontières) (http://www.mondialisme.org/spip.php?article2479)

◆ « Printemps 2016 : un mouvement inattendu » (G. Soriano et Nicole Thé) : texte écrit pour la revue allemande *Wildcat,* et paru dans son n° 100. Accessible sur le site de Wildcat en français (www.wildcat-www.de/fr/fr_w100_nuitdebout.html)

◆ *Feuille d'infos de l'assemblée de lutte d'Alès.* Au sommaire : « Contre la loi travail: lutte générale et illimitée !! » ; communiqués et récits d'actions ; une chronologie du mouvement social qui se construit aussi à Alès ; « C'est quoi l'assemblée de lutte ? »... https://exploitesenerves.noblogs.org/recit-de-la-journee-du-17-mai-a-ales/

D'autres textes que nous pouvons envoyer sur demande :

◆ « Le mouvement de mars 2016 » (signé Alain).

◆ « A propos du mouvement Nuit debout » (signé Raoul).

◆ « Face à la loi travail, tous debout. »

Et bien sûr les revues : *Courant alternatif* n° 262 (été 2016) : « Pas de vacances pour la lutte de classes », « La gauche et le maintien de l'ordre » ; *Alternative libertaire* n° 263 (juillet-août 2016) : « Révolte, retour sur un printemps brûlant », « Un printemps, deux CGT », « La bureaucratie nous divise, l'action nous unit ! », « Grabuge organisé... : attention au romantisme de la violence... et au crétinisme de la légalité » ; *La Forge* n°s 574 (juin 2016) : « L'unité ouvrière et populaire en action », « La violence a un caractère de classe » et 575 (juillet-août) : « L'unité ouvrière et populaire en marche » ; « De la SFIO au PS, une longue tradition de violence contre les travailleurs et les peuples »...

ÉTATS-UNIS : L'AFFAIBLISSEMENT RELATIF

Il est évident que les Etats-Unis tentent de maintenir par tous les moyens leur suprématie mondiale militaire, politique, financière et économique. Mais il est tout aussi évident que cette domination n'est plus ce qu'elle était avec son affaiblissement économique et financier relatif mais surtout son impossibilité à assumer la suprématie militaire d'autrefois. La part des Etats-Unis dans la production mondiale est passée en quarante-cinq ans de 55 % à 20 %. Depuis l'échec du Vietnam, toutes les opérations militaires des Etats-Unis se sont soldées par des enlisements et des retraits laissant derrière eux un chaos d'instabilité meurtrière. Toute cette politique de « puissance » se traduit sur le plan intérieur par une dégradation générale qui touche non seulement l'ensemble des services publics (1) mais l'ensemble des conditions de vie. Si ceux qui ont pu conserver un travail doivent se battre pour conserver le peu d'avantages qu'ils peuvent encore avoir, les laissés-pour-compte chez les prolétaires ou ex-prolétaires connaissent sans pouvoir y remédier une descente aux enfers qui touche tout autant les « petits blancs » que les minorités noires ou migrantes.

Le quotidien britannique *The Guardian* (2) citait récemment la revue conservatrice *National Review,* comme exemple d'attaque contre « la classe ouvrière blanche » qui serait le cœur de l'électorat de Donald Trump. Dans un article titré « Father Führer », elle décrivait ainsi la situation des prolétaires américains dans les régions les plus déprimées comme les Appalaches et le Rust Belt (3), ce qu'il appelle les « communautés déclassées » dépendant totalement du Welfare (4) :

> « Il ne leur est rien arrivé. Ils n'ont pas subi de terrible désastre. Il n'y a pas eu de guerre, de famine, d'épidémie de peste ou d'occupation étrangère... La vérité sur ces communautés dysfonctionnelles tombées

(1) Un article du *Monde* (5 juillet 2016) donne la mesure de cette dégradation de l'état des ponts et des routes. L'Etat du New Jersey, proche de New York, a suspendu, faute de moyens, tous les travaux publics concernant les infrastructures routières. Pour tout le pays, il faudrait 900 milliards de dollars (817 milliards d'euros) pour remettre en état ces infrastructures. L'incidence annuelle de cette situation serait de 160 milliards de dollars (145 milliards d'euros) comprenant 7 millions d'heures perdues dans les retards et embouteillages de tous les transports en commun, lesquels sont eux-mêmes dans une situation financière catastrophique.

(2) *The Guardian*, Chris Arnade, 24 mars 2016.

(3) Rust Belt (la ceinture de rouille) est le nom donné aujourd'hui à tout le Nord-Est des Etats-Unis comprenant la région des Grands Lacs, New York et les Appalaches – ce fut dans les années 1950 le cœur de l'industrie américaine axée sur le charbon et l'acier, connu alors sous le nom de « Factory Belt ». Son déclin a commencé à la fin des années 1950 et s'est accéléré avec la crise de 2009. Sa population a diminué entre 10 % et 30 %. Les Appalaches sont une chaîne de montagne longue de 2 000 km parallèle à la côte Atlantique qui fut, grâce au charbon et autres ressources minières et ses industries sidérurgiques, un des éléments centraux de cette prospérité disparue.

4) Le Welfare, système d'aide sociale, est complexe avec des interférences entre un mélange de politique publique et privée aux niveaux fédéral, des Etats et même des comtés. Depuis les années 1980 (présidence de Reagan) la tendance est au transfert des « charges sociales » des services fédéraux vers les Etats et du public vers le privé (celui-ci étant subventionné en partie par l'Etat fédéral et par les Etats, en

en bas de l'échelle est qu'elles méritent de mourir. Economiquement, elles constituent des actifs négatifs. Moralement, elles sont indéfendables. La sous-classe d'Américains blancs est sous l'emprise d'une culture vicieuse et égoïste qui produit principalement la misère et des seringues à héroïne usagées. (5)»

Un autre journaliste de la même revue (6) en rajoute une couche :

« Dit simplement, les Américains blancs prolétaires se suicident et détruisent leurs familles à un rythme alarmant. Personne ne leur impose de le faire. L'économie ne leur met pas une bouteille entre les mains. »

Les communautés déclassées sont partout aux Etats-Unis, pas seulement dans les Appalaches ou le Rust Belt. Depuis trente-cinq ans, la classe ouvrière a été décimée. Les dirigeants des entreprises disposaient des moyens les plus sophistiqués. La classe ouvrière n'avait que ses bras. Elle a tout perdu et ne pouvait compter que sur elle-même.

Les conséquences en sont visibles dans presque chaque ville ou comté rural, et pas seulement dans le Nord industriel ou les collines du Kentucky. Une petite ville de Floride édifiée autour de deux usines de jus d'orange a vu disparaître la première en 1985 et la seconde en 2005.

Dans le quartier de Lackawanna à South Buffalo (Etats de New York), les familles doivent encore se remettre de la fermeture d'une vieille aciérie. Il y en avait bien d'autres autrefois, qui apportaient à la communauté emploi et stabilité. Les usines désaffectées servent maintenant d'entrepôts. A Utica (Etat deNew York), une usine de General Electric est fermée depuis plus de vingt ans, tout comme le bistrot où les ouvriers passaient souvent la nuit. Bien des emplois sont partis ailleurs. Les nouveaux emplois sont moins payés et ne garantissent guère d'avantages sociaux. Les gens sont nombreux à jouer au casino pour tenter de glaner quelques dollars de plus.

Quand on pénètre dans ces communautés déclassées après avoir quitté quelques bulles de prospérité comme Manhattan, Los Angeles, la Virginie du Nord ou Cambridge, il suffit d'écouter les gens qui n'ont que leurs mains pour vivre pour entendre une frustration uniforme et une anxiété permanente. Dans un pays qui recèle tant de richesses, un pourcentage important de la population essaie

partie par les fondations). De plus en plus, pauvres et SDF doivent se tourner vers les ONG ou autres *« charities»* dont l'activité n'est pas seulement une redistribution des revenus mais aussi un moyen de contrôle social. Le Welfare public comprend surtout les aides familiales, la santé pour les vieux (Medicare) et pour les nécessiteux (Medicaid). De plus en plus, le Welfare basé sur le manque de ressources est transféré sur le Workfare qui conditionne les aides à un minimum de travail. C'est ainsi qu'une des pièces maîtresses du Welfare, les Food Stamps (Supplement Nutrition Assistance Programme, tickets de repas) est conditionné depuis 1996 (présidence de Clinton) par l'obligation d'exercer un travail, payé ou bénévole, ou une formation, pendant 80 heures par mois ; l'application stricte de cette mesure dans 21 Etats en janvier 2016 aurait entraîné la radiation de plus d'un million de récipiendaires sur les quelque 5 millions de personnes bénéficiant de cette forme d'aide sociale dans ces Etats, sur un total national de 25 millions de bénéficiaires.

(5) « Father Führer», *National Review*, mars 2016.

(6) David French.

tout simplement de ne pas sombrer… La frustration n'est pas une nostalgie mal placée – les statistiques économiques le confirment. Au cours des trente-cinq dernières années, les revenus ont stagné – sauf pour les très riches –, et de plus en plus de gens recherchent des emplois de de plus en plus rares. Les postes de travailleurs manuels dans l'industrie ont été les plus durement touchés, tombant de 18 millions à la fin des années 1980 à 12 millions aujourd'hui.

Ce n'est pas seulement une question de perspectives et d'emploi. Culturellement on assiste au développement de deux types d'Américains qui s'éloignent de jour en jour l'un de l'autre. Cette différence est manifeste dans l'éducation. La seule voie offerte à la classe ouvrière pour sortir de sa condition est une formation supérieure. Pourtant dans les meilleurs établissements on trouve très peu d'étudiants issus des couches sociales à faibles revenus, sauf pour les rares vivant dans des villes comme New York, Los Angeles ou Boston. Les différences sont aussi très marquées dans la santé ainsi que dans le domaine social – mariage, famille et lieu de résidence. Cette différence croissante a alimenté et cautionné les considérations péjoratives concernant la classe ouvrière blanche, la marginalisant et l'isolant encore plus. Si vous fréquentez des bureaux à New York vous pouvez entendre couramment des plaisanteries sur le *« white trash »* (racaille blanche), le *« trailer trash »* (racaille de mobile home), les *« rednecks »* (péquenots). A la télévision, on retrouve les mêmes moqueries vulgaires sur leur comportement, leur habillement, etc.

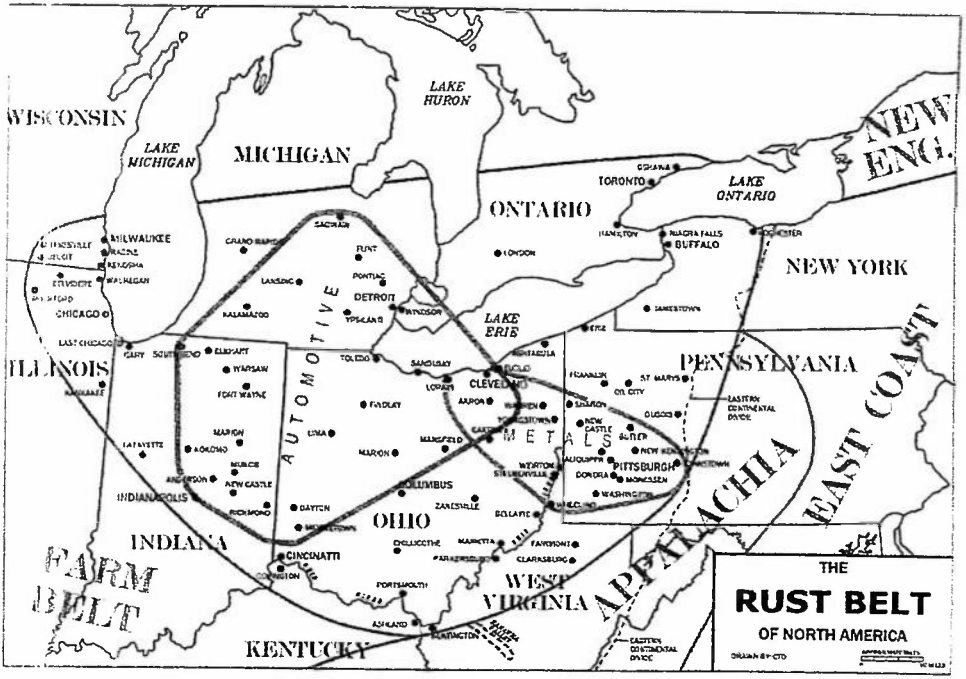
Alors que leur isolement grandit et que les chances de trouver un boulot diminuent, s'installe l'usage des drogues. Les Etats-Unis, et particulièrement la classe ouvrière blanche, sombrent dans une épidémie de drogue qui tue chaque année de plus en plus de gens. En dix ans, le nombre de morts dus à l'usage des drogues a doublé (7).

D'une certaine façon, on peut dire que les communautés noires ou latinos sont moins concernées par ce type de dégradations de leur situation sociale, accoutumées qu'elles peuvent être à une situation non seulement précaire mais marquée par le racisme et l'ostracisme, qui n'implique pas la perte brutale d'un statut économique et social.

Pourquoi une telle misère n'entraîne-t-elle pas de révoltes soit locales, soit globales, de ceux qui la subissent de concert avec par exemple les précaires dont la situation sociale n'est guère plus enviable ?

Avant de tenter de répondra à cette question il nous semble important de donner quelques chiffres qui relativisent les données que l'on jette ici ou là pour décrire la situation économique et sociale aux Etats-Unis. De 1971 à 2016, en quarante-cinq ans, la population est passée de 210 millions à 320 millions, soit une augmentation de 50 %. Sur cette même période, le PIB global est passé de 1 167 milliards de dollars à 17 500 milliards de dollars, soit quinze fois plus. Ainsi, le PIB par tête sur la même période a été multiplié par 10. Cette augmentation théorique de la richesse individuelle ne correspond nullement à la répartition de ces richesses entre capital et travail et, dans la

(7) *The Other Side*, film récent (2015) du réalisateur italien Roberto Minervini tourné dans le Deep South, en Louisiane, donne une image saisissante de cette décomposition sociale. Les chiffres officiels du chômage ne correspondent nullement à la réalité. Plusieurs économistes soulignent que le taux de chômage serait, en incluant toutes les personnes « privées d'emploi », de 23 % de la population active (John Williams sur shadowstat.com). En avril 2016, seulement 63 % des Américains en âge de travailler occupent un emploi ou en recherchent un. (*Le Monde*, 9 mai 2016).



partie dévolue à ceux qui vendent leur force de travail, à sa répartition entre les différentes couches sociales.

Il existe bien une érosion historique du taux d'exploitation du travail à partir de 1965, mais il remonte aux années Clinton. Le taux d'exploitation baisse en période de fin de cycle et de crise (1998-2002 et 2007-2009), mais ne cesse ensuite de se redresser pour rejoindre en 2006 les niveaux des années 1960, puis les dépasser en 2012-2013.

Non seulement le taux de plus-value augmente, mais s'accroît aussi la part de cette plus-value prélevée par le capital. Après exclusion du revenu des salariés les mieux payés du calcul de la masse salariale, la chute de la part du travail est plus marquée aux États-Unis. Dans les années 1990 et 2000, l'érosion de la part du travail est de 6 points en pourcentage (8).

L'ensemble entraîne des déplacements dans la répartition des revenus entre les différentes classes et couches sociales. L'importance de ces mutations dans la population américaine est donnée par une comparaison de la composition sociale d'après les revenus en 1971 et 2015 : la tranche moyenne est passée de 61 % à 50 % (120 millions), celle des revenus inférieurs s'est accrue de 25 % à 29 % (121 millions) et celle des revenus supérieurs de 14 % à 21 % (9).

Si l'on considère l'importance prise au cours des décennies passées par les mutations géographiques des industries et le développement du secteur des services, on peut voir que la délocalisation des emplois a également entraîné les délocalisations de la croissance et du pouvoir d'achat des consommateurs. Tout déplacement des activités industrielles du grand

(8) Perspective de l'emploi de l'OCDE 2012.

(9) *Courrier International*, 13 avril 2016.

Nord-Est vers le Sud s'accompagne d'une baisse des rémunérations, d'une diminution des avantages sociaux et d'une dégradation des conditions de travail. Le ralentissement de l'économie est tout aussi marqué en 2016 : tous secteurs confondus, le nombre de licenciements a augmenté de 35 % en avril par rapport à mars ; dans les quatre premiers mois de 2016 ces licenciements ont atteint 250 000, le plus haut niveau depuis 2009. Il est difficile d'interpréter les chiffres donnés au jour le jour tant pour le nombre des licenciements que pour le montant des salaires. Après la chute des cinq premiers mois de 2016, près de « 300 000 nouveaux emplois auraient été créés ». Les salaires auraient augmenté de 2,6 % en un an, mais cela pourrait être dû à une pénurie de travailleurs qualifiés. Les économistes tablent sur le risque d'une nouvelle récession au cours des douze prochains mois (10).

« L'économie américaine fut enterrée lorsque les emplois des classes moyennes furent délocalisés et le système financier dérégulé

Les délocalisations ont profité aux cadres supérieurs et aux actionnaires car la baisse des coûts du travail a augmenté les bénéfices. Ces bénéfices sont arrivés jusqu'aux actionnaires sous forme de plus-value tout en profitant aux dirigeants sous forme de "bonus de performance". Wall Street a quant à elle bénéficié de la hausse sur les marchés engendrée par l'augmentation des bénéfices.

Cependant, la délocalisation des emplois a également entraîné la délocalisation de la croissance et du pouvoir d'achat des consommateurs. Malgré les promesses d'une "nouvelle économie" et de meilleurs emplois, les emplois de substitution consistent de plus en plus en des postes à temps partiels, des emplois mal payés dans les services, par exemple vendeur, serveuse ou barman.

La délocalisation des emplois industriels et dans les services qualifiés vers l'Asie a stoppé la croissance de la demande aux Etats-Unis, décimé les classes moyennes et engendré des perspectives d'emploi insuffisantes pour les diplômés de l'enseignement supérieur qui sont alors dans l'incapacité de rembourser leurs prêts étudiants. L'échelle de la promotion sociale qu'offraient les États-Unis en tant que "société des opportunités" a été vendue pour des profits à court terme (11). »

Comment toutes ces catégories d'une classe sociale (ceux qui doivent vendre leur force de travail pour survivre) peuvent-elles maintenir leur position économique et sociale et lutter contre les empiètements constants du capital pour réduire la part de la plus-value concédée aux exploités ou au soutien social de ceux dont nous venons d'exposer la détresse ?

Pour tous ceux qui sont tombés dans la misère la plus noire, la réponse est claire : leur situation et leur dispersion font qu'ils n'ont aucun levier pour promouvoir une quelconque révolte sociale. C'est cette impuis-

(10) Le nombre des licenciements tous secteurs confondus a augmenté de 35 % en avril par rapport à mars (*Le Monde*, 9 mai 2016). Aux Etats-Unis l'emploi repart mais les doutes demeurent (*Le Monde*, 11 juillet 2016). « Shortage of skilled workers to drive US wages higher as population ages» (*Financial Times*, 20 avril 2016).

(11) «The US Economy Has Not Recovered and Will Not Recover», article de l'économiste Paul Craig Roberts (ancien sous-secrétaire au Trésor de l'administration Reagan), publié le 18 février 2016 sur son blog www.paulcraigroberts.org/2016/02/18/expanded-version-the-us-economy-has-not-recovered-and-will-not-recover/ – Voir une traduction intégrale sous le titre «La vérité glaçante sur les Etats-Unis » sur http://www.insolentiae.com

sance insurmontable qui les entraîne vers la dégradation sociale qui a été esquissée ci-dessus.

Par contre les travailleurs précaires de toutes sortes tentent au moins d'obtenir une amélioration financière.

Le combat pour 15 dollars de l'heure

Comme le souligne un commentateur, ce combat est un « symbole de tout ce qui va mal dans l'économie » (12). Commencé il y a quelques années avec des luttes dispersées contre les chaînes de restauration rapide dont la principale était McDonald's (13), il a culminé le 14 avril 2016 lorsque dans plus de 320 villes américaines les restaurants McDo ont vu des piquets de grève impliquant plusieurs dizaines de milliers d'exploités. Cette lutte s'est peu à peu étendue à tous les précarisés dans toutes les branches d'activité où la paie est souvent largement au-dessous des 15 dollars revendiqués (la recommandation de McDo à ses franchisés est un salaire de 10 dollars de l'heure fin 2016) (14).

Les 12 et 13 août devait se tenir à Richmond (Virginie) un congrès de milliers de travailleurs « bas salaires » qui vont tenter d'unifier le mouvement de tous ces salariés autour de deux revendications : les 15 dollars de l'heure et la constitution de syndicats. Mais les animateurs de ce mouvement (plus ou moins liés au syndicat SEIU) (15) comptent aussi regrouper les laissés-pour-compte de la société américaines qui sont aussi souvent ces exploités à moins de 10 dollars de l'heure dans la précarité la plus totale : les migrants de toutes sortes, protestant contre les violences policières, les Afro-Américains, les Latinos (plus de la moitié des Afro-Américains et les trois quarts des Latinos gagnent moins de 15 dollars de l'heure). « Les emplois précaires sont le reliquat de l'esclavage et ceux qui les occupent n'ont jamais fait partie de la classe moyenne (16).»

Si la revendication d'un minimum de salaire est relativement simple, dépendant du pouvoir fédéral et/ou de celui des Etats, il n'en est pas de même quant à celle d'une représentation syndicale. Dans le contexte actuel, une telle représentation est pratiquement impossible. Aux Etats-Unis, il n'existe pas de code du travail pas plus que de conventions collectives de branches. Il n'existe, pour un syndicat reconnu comme tel lors d'une procédure complexe, qu'un seul niveau de représentativité, celui de l'entreprise, et encore cette représentativité n'est-elle acquise, pour un seul syndicat, qu'après un vote majoritaire des salariés de l'entreprise. De fait, une telle représentativité ne peut pratiquement pas être acquise dans de très petites unités comme le sont les entreprises franchisées, et encore moins au niveau de la firme délivrant la franchise puisqu'il n'y a aucun lien juridique impliquant les salariés franchisés.

Pour que tous ces précaires puissent gagner une telle représentativité collective, il faudrait remanier le droit du travail aux Etats-Unis. Une telle situation fait que, présente-

---

(12) *The Washington Post*, 2 juillet 2016.

(13) «McDonald's hit by mass pickets over wages» (*Financial Times*, 15 avril 2016).

(14) Cette lutte était difficile à cause du système de franchises qui fait que chaque unité peut avoir des conditions différentes de travail et de salaire. On n'est pas salarié de McDo mais d'un employeur X qui a la franchise d'exploitation sous l'étiquette McDonald's.

(15) Service Employees International Union (SEIU) fait partie de l'organisation Change to Win qui avec les Teamsters et United Farm Workers, s'est retirée en 1950 de la confédération AFL-CIO et n'y est toujours pas revenu. Ce syndicat joua un rôle important dans la grève des employés d'hôtels, résidences et d'entretien de bureaux qui, partie de Californie, s'étendit en 2006 à tous les Etats-Unis.

(16) « Minimum wage crusaders are holding convention to talk about racism », de Jim Tankersley (*The Washington Post*, 21 juillet 2016).

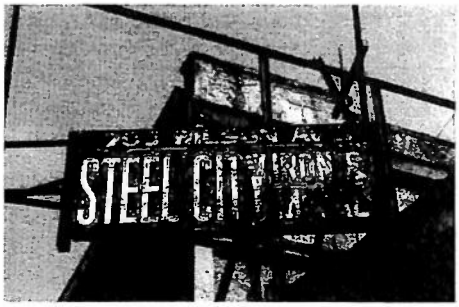
ment, le seul recours est la collectivisation de la grève pour contraindre les pouvoirs fédéral ou local à légiférer en imposant légalement le minimum de salaire.

L'avenir dira comment cela peut se développer.

La lutte de ceux qui ont un emploi couvert par une représentativité syndicale

Pour tous les exploités « protégés » les luttes se situent pour l'essentiel lors du renouvellement du contrat collectif de l'entreprise. Nous avons ci-dessus évoqué cette question : lorsque, à l'issue d'une procédure légale, un seul syndicat est reconnu représentatif dans une unité de travail, il doit ensuite signer avec l'employeur un contrat que s'applique à tous les travailleurs de cette unité. Mais ce contrat est toujours limité dans le temps, souvent entre trois et cinq ans, et il doit, à son terme, être renouvelé. Une telle disposition est favorable à l'entreprise, qui peut tenter de modifier les termes du contrat expiré pour l'adapter aux nécessités financières et économiques qui ont pu évoluer. Cette adaptation fait que dans cette période de crise l'entreprise propose la plupart du temps de réduire les avantages concédés dans le contrat expiré, avec souvent un chantage du genre : acceptez ou je ferme – ou délocalise ou sous-traite – tout ou partie de l'activité.

Il y a ainsi une multiplicité de conflits plus ou moins longs avec des grèves limitées ou de plus grande ampleur. Ils sont si fréquents et si nombreux qu'il est impossible de les citer tous, mais ils forment la trame de la lutte de classe aujourd'hui aux Etats-Unis. En 2016, 8 788 contrats arrivent à expiration, impliquant plus de 2 millions de travailleurs, et une bonne partie d'entre eux seront générateurs de conflits. Deux seuls exemples pour mesurer leur importance : celui des aciéries



américaines en 2015-2016 et celui de la multinationale des communications Verizon en 2016.

Nous avons évoqué cette lutte dispersée dans les différentes aciéries du pays, soit dans nos colonnes (17), soit dans le bulletin *Dans le monde une classe en lutte* :

> « 17 février 2016. Les 2 200 travailleurs de l'entreprise sidérurgique Allegheny Technologie Inc. (ATI) répartis dans six implantations différentes sont victimes d'un lock-out depuis six mois. Ils ont refusé un nouveau contrat présenté par le syndicat USW impliquant des concessions telles qu'un des travailleurs sidérurgiste a pu déclarer qu'elles "ramènent à la situation de 1930". Le conflit s'insère dans un mouvement touchant l'ensemble des aciéries des Etats-Unis. Le syndicat a imposé la signature d'accords distincts, notamment avec la multinationale Arcelor, divisant la lutte unitaire. Seuls restent en lice les travailleurs lockoutés d'ATI et ceux de Sherwin Aluminum, dont les 450 ouvriers sont lockoutés depuis plus d'un an. Le but d'ATI est de sous-traiter plus de 40 % de sa force de travail à des employeurs de travailleurs non syndiqués. Les usines tournent au ralenti avec l'embauche "légale" de "travailleurs de remplacement". Les grévistes peuvent

(17) « Acier et charbon, sidérurgie et mines, un nouveau contrat social », *Echanges* n°155 (printemps 2016).

toucher une allocation de 100 dollars (91 euros) par quinzaine; cette allocation a été divisée par deux fin 2015 ; elle cesserait d'être payée le 21 février 2016, mais un projet de loi de l'Etat pourrait la rétablir sans limitation. Le fonds de grève du syndicat USW alloue aux sections locales 100 dollars par mois distribués à la discrétion des responsables de la section. Le 23 février un accord a été conclu entre ATI et l'USW, mais le contenu n'en a pas été révélé ; il ne peut entrer en vigueur avec la fin du lock-out et de la grève que s'il est approuvé par la majorité des grévistes (18). »

La dernière grève importante autour du renouvellement du contrat concerne a multinationale des communications Verizon (téléphone, télécommunications, centres d'appel) qui, sur le territoire américain, exploite 40 000 travailleurs. Le contrat signé par deux syndicats (CWA et IBEW) (19) est parvenu à son terme en août 2015 et c'est seulement en avril 2016 que les syndicats ont finalement donné l'ordre de grève, le 13 avril, plus de huit mois après la fin du contrat. Les propositions de Verizon pour un nouveau contrat comportaient, en face d'une augmentation des salaires de 7,50 % sur plusieurs années, les habituelles restrictions concernant les assurances maladies et la retraite, mais surtout la fermeture de onze centres d'appel, le passage de certaines activités à la sous-traitance et une flexibilité totale de soixante jours par an pendant lesquels tout travailleur pourrait être déplacé dans un autre centre sur le territoire américain.

Le rejet par les travailleurs était évident et la grève s'imposait. Pourtant le délai imposé par les syndicats permit à Verizon de bien se préparer à la grève : la société embaucha 1 300 travailleurs non syndiqués, ouvrit des centres de formation pour les cadres et des jaunes, loua des hôtels pour loger ces derniers, etc. Pour Verizon, le nouveau contrat doit permettre de résoudre le problème posé par les changements de technologies entre le téléphone fixe et le mobile, qui se sont développées séparément avec des conditions de travail et de salaires différentes.

La grève fut très active, même radicale : des piquets de grève furent établis un peu partout dans les centres, y compris à l'hôtel de New York devant héberger les jaunes (mais Verizon obtint un jugement qui ordonna la levée de ce piquet). Verizon signala pas moins de 57 sabotages sans en préciser la nature. Des tentatives furent faites d'une extension auprès des implantations de Verizon à l'étranger. En mai, 1 700 travailleurs de l'entreprise concurrente AT&T de Californie entamèrent une grève de solidarité. C'est peut-être cet ensemble qui amena l'intervention de la Maison Blanche et la désignation d'un médiateur, ce qui conduisit à la signature par les syndicats d'un nouvel accord, sept semaines après le début de la grève.

Cet accord, en regard d'une augmentation de salaires de 11 % sur trois ans et l'annonce qu'il n'y aurait ni licenciement ni poursuites pour faits de grève, annule le projet de flexibilité, prévoit l'embauche de 1 300 travailleurs et le maintien de tous les centres, mais garde la réforme du financement des garantie maladie et retraite au détriment des travailleurs et une adaptation aux changements technologiques qui faciliteront les restructurations.

Habituellement, une fois le nouvel accord signé, la reprise du travail est conditionnée à son acceptation par un vote préalable de la majorité des travailleurs. Mais avant même

(18) *Dans le monde une classe en lutte*, avril 2016.
(19) CWA : Communication Workers of America, IBEW : International Brotherhood of Electrical Workers.

ce vote, les deux syndicats concernés ordonnèrent la reprise du travail en arguant d'une victoire (de plus, cette précipitation par crainte d'un rejet prend effet au moment où les grévistes pouvaient faire valoir leur droit à des indemnités de chômage, ce qui leur aurait permis de prolonger la grève).

Au cours des six premiers mois de 2016, cette toile de fond des grèves ne s'est pas démentie : chez Boeing deux semaines de grève de 400 travailleurs, aux magasins Macy grève de 500 employés, chez un sous-traitant de DHL 200 travailleurs en grève, à Detroit 1 500 enseignants font la grève « maladie », etc.

Inexpliquée, cette grève sauvage dans le port de New York en janvier 2016. Les ports de New York et de New Jersey qui transfèrent chaque semaine 60 000 conteneurs sont bloqués le vendredi 29 janvier à 10 heures par une grève surprise sauvage de 100 dockers (sur 3 500 alors en activité). Le blocage des ports est total, ainsi que celui de plus de 200 camions (ceux qui amènent et évacuent les conteneurs). La régie portuaire déclare publiquement : « Nous ne savons pas pourquoi ils sont en grève. » De son côté, le syndicat des dockers, l'International Longshoremen's Association, ordonne la reprise du travail en déclarant que les « différences » seront réglées. Il est en total porte-à-faux car ce sont ses membres qui font grève alors que les accords en cours interdisent la grève. Sous la pression (une enquête est diligentée pour déterminer et sanctionner les « meneurs ») et l'annonce de pourparlers, le travail reprend à 19 heures mais tout le trafic portuaire restera perturbé jusqu'au lundi, ce qui laisse penser que des résistances ont continué.

Les « différences » concernent en fait l'embauche des dockers, à la fois leur nombre et les conditions de recrutement. Cette embauche est soumise depuis des années à une commission spécifique officielle pour combattre l'infiltration de la mafia dans le syndicat et l'embauche des dockers : ce serait cette commission qui répugnerait à de nouvelles embauches qui ne se font qu'au compte-gouttes et aux contrôles poussés sur la vie des postulants. Au-delà, la grève viserait aussi la sous-traitance plus ou moins acceptée par le syndicat.

La montée de mouvements de résistance divers mais interdépendants

Le 20 septembre, pour le quatrième anniversaire d'Occupy Wall Street (OWS), les ex du mouvement de 2011 et d'autres nouveaux se sont rassemblés à Zuccotti Park à New York, pas tant pour enterrer les morts que pour tenter de voir quelle pouvait avoir été l'incidence de leur mouvement, qui s'était étendu à l'échelle des Etats-Unis, et ce qu'ils pouvaient revendiquer dans la situation présente du pays.

Une bonne partie des commentateurs soulignent une sorte de convergence d'un tas de mouvements d'opposition qui ont émergé depuis ou ont trouvé un sang nouveau dans un activisme renouvelé. On peut relier, dans une telle perspective aussi bien la forme légale dans la montée politique de Bernie Sanders que le radicalisme d'action directe dans l'assassinat de trois policiers à Bâton Rouge (Louisiane) en représailles des meurtres impunis de jeunes Noirs par des policiers.

Ces commentaires vont jusqu'à attribuer ce qu'ils considèrent comme une reprise des luttes ouvrières à ce que le mouvement OWS aurait diffusé à travers le pays. C'est inverser l'ordre historique des événements.

La crise et l'ensemble des attaques du capital pour protéger et accroître sa rentabilité touchent l'ensemble des classes exploitées mais d'une manière différente. Le mouvement OWS

n'est pas l'initiateur des résistances des autres catégories d'exploités : il n'en est qu'une des formes d'expression et d'action d'une partie de ces exploités, ceux que l'on qualifie de « classe moyenne » en raison de ses revenus et de la stabilité d'emploi. Mais la réalité sociale des années écoulées montre que la frontière entre ces classes moyennes et ceux que l'on qualifie de précaires est très ténue et que l'on descend aisément dans la catégorie « inférieure ». Tous ces mouvements sont interdépendants car ils découlent d'une même situation dans le grand processus de l'exploitation de la force de travail.

Le mouvement OWS a pu prendre cette dimension parce qu'il se situait dans un ensemble même s'il était l'expression d'une partie de cet ensemble. Le « sang nouveau » qui effectivement se déverse aujourd'hui dans des secteurs aussi différents ne doit à ce mouvement temporaire que d'avoir exprimé ouvertement ce qui était latent à tous les niveaux de la domination capitaliste. Il n'appartient à aucune de ces fractions d'être l'initiatrice d'un mouvement plus global et plus radical qui peut surgir d'un événement touchant une fraction quelconque des exploités.

L'avenir dira quel sera alors l'élément unificateur.

H. S.

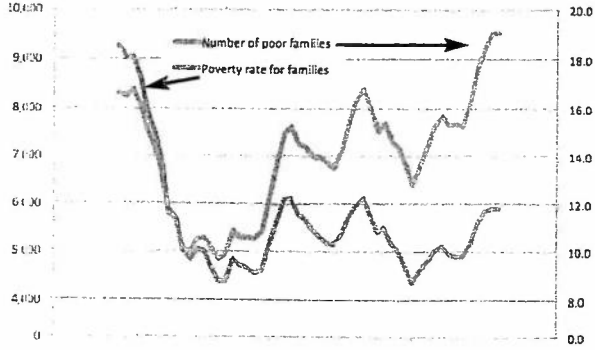
DANS LES PUBLICATIONS

Etats-Unis

◆ «Les Américains les plus pauvres ont cessé de faire les courses, sauf pour le strict nécessaire » :

http://www.zerohedge.com/news/2016-07-08/26-million-americans-are-now-too-poor-shop-study-finds

Une nouvelle étude révèle que près de 26 millions d'Américains restent «trop pauvres pour faire des courses ».



Ces 26 millions d' Américains doivent jongler avec deux à trois emplois, gagnant juste autour de 27 000 $ par an.

Près de la moitié de tous les Américains n'ont pas vu une augmentation de salaire depuis cinq à sept ans. 28 % des Américains ont vu leur salaire net réduit des déductions d'assurance médicale plus fortes ou d'emplois à temps partiel...

DES JEUX PLUS DRAMATIQUES QUE LES OLYMPIADES

NOUS NE CHERCHERONS PAS dans ce bref article à dresser un tableau complet des remous qui dominent présentement la vie économique, sociale et politique du Brésil. Nous entendons montrer qu'en arrière-plan de tout ce dont les médias nous abreuvent concernant ce pays, se déroule une lutte de classe qui parfois recoupe les affrontements politiques (1).

Ce qui ne signifie pas que les maux nombreux du Brésil d'aujourd'hui doivent être considérés isolément car ils sont interdépendants. Seulement chaque médiatisation, l'une chassant l'autre, met un coup de projecteur sur un de ces maux comme s'il s'agissait d'un phénomène distinct.

Présentement, les médias se concentrent sur les Jeux olympiques en soulignant deux points précis : l'insécurité (2) et la pollution (3). Il s'agit de problèmes réels qui découlent d'un problème plus global : l'incapacité, pour différentes raisons, des pouvoirs politiques et économiques, d'assumer les fonctions d'un Etat moderne. La dimension de ces problèmes

(1) Parmi les nombreux textes traitant de la situation économique et politique du Brésil : « La situation politique au Brésil, » Robin Goodfellow, 17 juin 2016 (https://defensedumarxisme.files.wordpress.com/2016/06/situation-brc3a9sil-juin2016.pdf),
« Crisis in Brazil », Perry Anderson, *London Review of Books*, 21/avril 2016 (http://www.lrb.co.uk/v38/n08/perry-anderson/crisis-in-brazil),
« Printemps trompeur au Brésil », de Laurent Delcour, *Le Monde diplomatique*, mai 2016 (https://www.monde-diplomatique.fr/2016/05/DELCOURT/55435)

(2) Pour la criminalité avec 60 000 homicides par an (160 par jour) et un taux de 29 pour 100 000 habitants en 2014, le Brésil est voisin des Etats les plus meurtriers comme ceux d'Amérique centrale. A Rio de Janeiro pour le seul mois d'août 2013, sont recensés 406 meurtres et 629 vols à la tire (Clivia Potot Delmas, 11 avril 2014). Des bandes descendent des favelas « faire leur marché » sur les plages de Copacabana et d'Ipanema (« 7 sur 7 », 23 septembre 2015)
(3) Pour la pollution, les médias soulignent, illustrations à l'appui, la pollution de l'eau et de l'air dans la baie de Guanabara où doivent se dérouler les épreuves nautiques ; « Les athlètes vont littéralement nager dans la merde humaine» d'après le *New York Times* cité par *Le Figaro* (28 juillet 2016). Pour l'air les niveaux de pollution seraient 1,7 million de fois supérieurs aux normes admises en Europe (*L'Obs*, 7 juillet 2016).

n'est nullement surfaite par ce coup de projecteur médiatique.

Il y a quelques mois, tous les projecteurs étaient centrés sur les problèmes politiques avec, au centre de la tempête que certains n'hésitaient pas à qualifier de « coup d'Etat », une corruption généralisée de grande dimension (voir encadré p.22).

Avant de poursuivre cette investigation sur les arrière-plans de la lutte de classe, il nous paraît important de fixer le cadre institutionnel dans lequel cette lutte se déroule et la situation économique et politique contre laquelle ces luttes réagissent.

La République fédérale du Brésil (26 Etats distincts et l'enclave de Brasilia la capitale) couvre le plus grand Etat d'Amérique latine, la moitié de l'Amérique du Sud, avec 200 millions d'habitants sur un territoire de 8,5 millions de km². Son PIB en 2015 (1 800 milliards de dollars américains) est le dixième de celui des Etats-Unis ou de l'Union européenne (UE), juste derrière l'Inde (2 200 milliards de dollars) (4). Les économistes classent le Brésil hors des « grands » de l'économie mondiale, sous l'étiquette de BRICS (5), les seconds couteaux actuels. Pour le Brésil qui possède une industrie développée (41 % des actifs) alimentant à la fois le marché intérieur et mondial (15 %), l'intégration dans le marché mondial se fait, pour l'essentiel, par les exportations de matériaux de base (minerai de fer et d'aluminium, pétrole) et de métaux précieux – 25 % – et de produits agricoles – 39 % (soja, café jus d'orange, sucre, manioc, riz et viandes) (6). En 2013, 20 % des exportations sont allées vers la Chine, facteur important dont le rôle s'avérera essentiel dans les répercussions de la crise mondiale.

En 2009-2010, alors que la crise de surproduction ravage les pays industrialisés, le Brésil connaît encore une croissance du PIB de 7,5 %, dans la ligne des taux de croissance antérieurs. Ce phénomène est la conséquence de la structure du système de production qui fait que la crise touche d'abord la consommation et remonte par étapes vers les matériaux primaires qui forment l'essentiel des exportations brésiliennes.

Mais le pays est vite rattrapé par la tempête : le taux de croissance tombe à 2,75 % dès 2011, à 0,1 % en 2014 et à – 3,8 % en 2015. Les ressources tirées des exportations tombent d'autant plus bas qu'à la diminution des volumes exportés s'ajoute l'effondrement des prix : le minerai de fer passe ainsi de 180 dollars la tonne à 55 dollars, le boisseau de soja de 18 dollars à 8 dollars, le pétrole de 140 le baril à 50, le reste à l'avenant. L'indice global des produits de base passe de 140 à 80 en mai 2015.

Parallèlement, la part de l'industrie dans le PIB est en 2016 de 27 % du PIB. Sur les 102 millions de la population active en 2013, le secteur agricole (20 % du PIB y compris le secteur agroalimentaire) emploie encore 13,5 millions de travailleurs dans l'agriculture dont 8 millions sont des petits paysans. Le secteur des services couvre 53 % du PIB.

Cette situation se traduit par des clivages

(4) Comparaisons toutes relatives car pour l'Inde, pour un PIB à peu près équivalent à celui du Brésil, sur un territoire de 3,3 millions de km² vivent 1,3 milliard d'habitants alors que cette même population en Chine vit sur 10,6 millions de km² mais avec un PIB de 11 000 milliards de dollars américains.

(5) BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud. Si ces Etats ont en commun un certain développement industriel (sauf la Russie déjà industrialisée), leur point essentiel commun est la dépendance importante du commerce extérieur.

(6) Dans ces exportations les minerais divers comptent en 2013 pour 14,5 %, le soja pour 12,8 %, le pétrole pour 9,2% et les viandes pour 6,7%.

et les options politiques entre les différents classes et leurs composantes internes.

« Les diverses fractions de la bourgeoisie entrent en concurrence pour la production et la répartition de la plus-value produite, qui se décompose notamment en profit, intérêt, rente et impôts. Au sein de cette concurrence, les capitalistes industriels peuvent s'opposer aux propriétaires fonciers, les industriels aux capitalistes du commerce, la bourgeoisie à l'Etat ; les orientations du développement industriel peuvent amener différentes branches à s'opposer entre elles, comme par exemple les lobbies du transport routier face à ceux du transport ferroviaire ou fluvial. L'ouverture et l'expansion de marchés, les outils pour faciliter l'installation d'entreprises, les recours aux crédits sélectifs pour favoriser certains secteurs de l'économie ayant un fort pouvoir de lobbying auprès du gouvernement, etc. sont des mesures politiques qui indiquent le rapport de forces entre fractions bourgeoises, et ses manifestations à travers les représentations (partis) politiques au sein de l'Etat. Naturellement, le puissant antagonisme entre bourgeoisie et prolétariat est toujours présent et s'exprime de manière plus ou moins aiguë selon les circonstances. Pour les fractions de la bourgeoisie, la question est celle de la production du maximum de plus-value et de sa répartition, pour le prolétariat il s'agit, sur le plan immédiat, de résister à une exploitation qui tend à être toujours plus importante. »

Robin Good Fellow (voir note 1).

L'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs en 2003 avec l'élection de Lula, dans la période où l'économie brésilienne est en plein essor, permet l'application des surplus financiers à une politique sociale en faveur des couches les plus défavorisées. Mais cette politique populiste a deux conséquences :

– d'une part, orientée vers la consommation intérieure, elle néglige le financement des infrastructures et l'investissement industriel (en 2013, l'investissement intérieur représente 18 % du PIB que l'on peut comparer avec un taux de 50 % en Chine),

– d'autre part, elle crée un clientélisme qui accompagne une corruption endémique accen-

La corruption, un mal généralisé au Brésil

En juin, le projecteur médiatique était concentré sur les manœuvres politiques en vue de la destitution de la présidente Dilma Rousseff avec comme thème central la corruption, comme s'il s'agissait d'un phénomène nouveau. « Transparency International identifie trois lieux de corruption, en s'appuyant sur un sondage auprès des Brésiliens : 1) les politiques sont corrompus ou extrêmement corrompus pour 81 % des Brésiliens ; 2) l'administration est perçue comme corrompue du fait de la multiplication des chargés de mission, recrutés par le politique. Ils interfèrent dans les décisions des fonctionnaires, recrutés, eux, selon des critères de compétence ; 3) le système judiciaire est estimé indépendant. Malgré cela, 50 % des Brésiliens interrogés par Transparency perçoivent la justice comme corrompue ou extrêmement corrompue. Avant 2015 et la mise en cause de politiques dans le procès dit du « mensalao », la Cour suprême n'avait jamais déclaré un élu coupable de corruption. Le principal problème de la justice brésilienne est sa complexité et ses délais. En 2012, le nombre de cas de corruption en tous genres attendant un jugement atteignait les 25 799. » (*La Croix*, 18 avril 2016)

tuée par l'entrée dans les structures administratives des soutiens du Parti des travailleurs et de ses alliés politiques (7).

L'élection en 2010 de Dilma Rousseff se déroule sous des auspices totalement différents. Les recettes de l'Etat s'amenuisent de plus en plus et le financement du social d'abord maintenu doit rapidement être réduit dans les sempiternels programmes d'austérité. L'inflation dépasse 10%, le chômage officiellement à 10% atteindrait en fait 20% de la population active, les subventions aux transports et aux produits de première nécessité sont réduites voire supprimées. Plus de 20% de la population passe sous le seuil de pauvreté.

Les projets grandioses de constructions diverses doivent être abandonnés. Les réactions ne tardent pas à se manifester

Le Parti des travailleurs, qui n'a pu gouverner qu'avec une coalition de partis centristes, voit son influence se réduire, ce qui excite d'autant plus les convoitises que l'étendue de la corruption se révèle à la mesure du désastre économique. Contre les mesures d'austérité et les licenciements surgissent de nombreuses luttes. C'est dans ce contexte qu'une coalition des partis centristes réussit à dessaisir Dilma Rousseff de son pouvoir présidentiel (8).

La mobilisation pour ou contre ce dessaisissement entraîne de grandes manifestations et des affrontements entre factions rivales et avec la police, affrontements à la fois alimentés par la lutte de classe et la masquant (9).

Une multitude de conflits

Mais la lutte de classe continue de se manifester dans une multitude de conflits dans

(7) Presque toute l'élite politique brésilienne risque désormais d'être emportée par le scandale de corruption Petrobras (*L'Obs,* 4 mai 2016).
Les entreprises de BTP font de l'argent facile et la plus importante d'entre elles s'appelle Odebrecht. Cet argent, elles en reversent une grosse part aux partis politiques qui ont permis au système de corruption d'exister. Le Parti des travailleurs de Lula et les autres membres de la coalition, comme le parti centriste. Il y a en a pour des milliards et des milliards d'euros.
L'ancien président Lula est soupçonné par la justice d'être le vrai propriétaire d'un triplex dans une station balnéaire de l'Etat de São Paulo, alors que l'appartement est officiellement au nom d'une entreprise de BTP. Quant à Dilma Roussef, elle n'a pas été mise en cause directement dans l'affaire Petrobras, mais elle a tout de même été à la tête du conseil d'administration de la compagnie. Elle est aussi dans l'œil du cyclone actuellement pour un autre scandale puisque soupçonnée d'avoir maquillé les comptes publics du Brésil pour faciliter sa réélection en 2014. Enfin, Dilma Rousseff a récemment tenté de nommer Lula chef de son cabinet. Elle a besoin de son aide mais cette nomination aurait permis aussi à l'ancien président d'échapper à des poursuites immédiates. Au-delà de Dilma Rousseff et Lula, des noms sortent en rafale. Le groupe de BTP Odebrecht a décidé de collaborer avec la justice brésilienne avant sa récente condamnation. Des documents de cette société ont déjà révélé que 200 hommes politiques de dix-huit partis différents ont été financés par Odebrecht.

(8) Schématiquement, le Brésil a un régime présidentiel avec deux chambres législatives. Si le président élu au suffrage universel dispose d'un droit de veto sur les lois votées par le Parlement, celui-ci dispose d'un pouvoir de déchéance du président, ce qui est utilisé présentement. La structure de la population avec une importante classe moyenne traditionnelle favorise la multiplicité des partis et l'obligation de coalitions fragiles. Voici les principaux partis : Parti des Travailleurs (PT) extrême gauche, au pouvoir depuis 2003, détient une majorité relative dans les deux chambres du Congrès, à la tête du gouvernement de coalition, Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (PMDB) : centre, Parti Social Démocrate (PSD) : centre, Parti (PSDB) : centre / centre-gauche, principal parti d'opposition, affaibli par son incapacité à remporter l'élection présidentielle, Parti Progressiste (PP) : centre-droit, Parti de la République (PR) : centre-droit, Démocrates (DEM) : centre-droit / droite, en proie ces derniers temps à des difficultés internes, Parti (PSB) : centre-gauche. Plus de détails sur http://www.lemoci.com/fiche-pays/bresil/#sthash.L7fkQB01.dpuf
(9) Le 13 mars 2016, près de 3 millions de manifestants occupent les rues de villes du Brésil contre le Parti des travailleurs et Dilma Rousseff, une bonne partie d'entre eux appartement aux classes moyennes (*Le Monde diplomatique,* mai 2016).
Le Parti du travail I ne peut gouverner qu'avec une coalition avec des partis centristes dont le principal est le PMDB qui sera le principal artisan et bénéficiaire de la destitution de Dilma Rouseff.

de nombreux secteurs de l'économie ; une liste non exhaustive peut en être dressée :

2013

◆ Le premier grand conflit a concerné en 2013 l'augmentation du prix des transports urbains. Le 17 juin près de 200 000 personnes ont manifesté à São Paulo et Rio. A Brasilia, le Congrès a été occupé, et à São Paulo l'hôtel de ville. Toute la journée du 19 juin, des manifestations de masse ont eu lieu. Les autoroutes sont bloquées et fermées, les arrêts de bus entravés... La lutte s'est radicalisée et a commencé à exploser dans les banlieues pauvres, incluant les travailleurs, augmentant la pression sur le gouvernement. Suite au tsunami des protestations, l'Etat de São Paulo, les préfets de São Paulo et de Rio de Janeiro (les deux plus grandes villes brésiliennes) et des dizaines de capitales d'Etat et de villes de tout le pays ont décidé de réduire le prix des transports. La réduction des prix (de 20 centavos à São Paulo) dans un si grand nombre de villes représente une victoire considérable pour la lutte de masse. Les gouvernements d'Etat ont été forcés de faire marche arrière après deux semaines de mobilisation intense, qui ont balayé tout le pays (« Mouvement protestataire de 2013 au Brésil » [Wikipédia]).

◆ La canne à sucre joue un rôle essentiel dans l'économie brésilienne. Le pays est le premier producteur et exportateur mondial de sucre et le second producteur d'éthanol. 80 % des véhicules brésiliens roulent à l'éthanol. Les conditions de travail des coupeurs de canne sont épouvantables, et les grèves fréquentes. En 2010, sur 800 000 travailleurs de la filière canne à sucre, 400 000 étaient des coupeurs de cannes. 40 % d'entre eux étaient des migrants. De 2007 à 2015 on a compté 14 grèves ; (« Ruforum Institutional Repertory : Strikes in sugarcane mills. The forms of resistance of migrant workers in Brazil »).

2015

◆ En février une grève des routiers de près d'un mois, dans 14 Etats, a contraint le gouvernement à différer une hausse du prix des carburants et à divers autres aménagements financiers (« Brésil : reprise de la grève des camionneurs », AFP, 3 mars).

◆ L'Etat de São Paulo regroupe la plupart des usines d'automobiles. Les ventes d'automobiles ont baissé de 30 % en 2014 et les compagnies tentent de s'adapter en licenciant le surplus de main-d'œuvre. Le 24 août, après deux semaines de grève à l'usine de General Motors, la direction doit, pour mettre fin au conflit, renoncer à 800 licenciements (« GM suspends 800 jobs cut in Brazil plant », Reuters, 24 août). Dans cet Etat, 75 000 ateliers indépendants, sous-traitants des grandes sociétés, emploient plus de 100 000 migrants, payés jusqu'à la moitié du salaire moyen et exploités souvent plus de 44 heures par semaine.

◆ Le 14 septembre, 55 000 postiers sur 110 000 exploités dans cette entreprise d'Etat sont en grève, principalement pour les salaires qui sont parmi les plus bas du secteur étatique, pour des embauches et une assurance santé. Après plus d'un mois de grève, le travail reprend avec 10 % d'augmentation et 50 millions de lettres à trier (« Postal workers on strike again in several cities in Brazil », *The Rio Times,* 16 septembre 2015).

◆ Le 2 novembre, les travailleurs de l'entreprise nationale Petrobras (exploitation et raffineries) se mettent en grève contre une amorce de privatisation et pour les salaires. La production de pétrole est réduite de 13 %. Après trois semaines le travail reprend avec une augmentation des salaires de 9,5 %.

◆ En octobre, après une grève limitée, les employés des banques obtiennent 11 % d'augmentation de salaires (« Bank employees end strike after 21 days », *The Rio Times,* 27 octobre).

2016

◆ Depuis la fin 2015 enseignants et étudiants manifestent pour le paiement des salaires et contre les réductions de 30 % des crédits de fonctionnement. De nombreux articles sur Internet pour un conflit qui dure depuis plus de six mois : « There is money for the Olympics but not for education », *Left Voice,* 4 avril ; « Rio de Janeiro, teachers on strike, students occupy 76 schools », *New Politics,* 9 mai ; le 31 juillet, des milliers d'enseignants manifestent à Rio, à São Paulo et dans d'autres capitales d'Etats ; à Paraná (Curitiba) plus de cent personnes sont blessées dans une violente attaque policière. A Goiás, les écoles, occupées pour protester contre la privatisation de 30 % d'entre elles, sont brutalement évacuées.

◆ Le 3 février, une grève de deux heures des pilotes de la compagnie Latam sur des revendications salariales sème le chaos dans tous les aéroports du Brésil (« Brazil airports strike grounds Carnival travellers », AFP, 3 février).

◆ Le 24 février, dans la mine de fer de Timbopeba (Minas Gerais) grève pour le paiement d'un bonus (« Brazil workers at Vale's Timbopeba iron mine on strike on bonus », Reuters, 24 février).

◆ 22 mars, grève des 4 000 dockers du port de Santos (Etat de São Paulo, premier port d'Amérique latine et sixième du monde) (« Dock workers to halt operations at Brazil Santos port », *World Maritime News* (2 mars).

◆ Du 14 au 19 mai, grève des marins du port de Santos, déclarée illégale par un jugement (« Uncertainty surrounds strike at Brazil's port of Santos » (joc.com, 22 mai), « Brazilian Seafarers freeze strike action » (*World Maritime News,* 19 mai).

◆ Le 4 juillet 2016 les douaniers lancent une grève nationale illimitée pour les salaires (« Brazil customs' workers to strike ahead of Olympics », Reuters, 12 juillet). Ils sont suivis par d'autres salariés des services publics dont les pompiers et même les policiers (« Rio police strike threaten to shut down Brazil Olympics », *Telesur* (28 juin).

◆ Le 10 juillet, nouvelle grève d'avertissement de 24 heures chez Petrobras « Worst Petrobras strike in 20 years hurts Brazil » (Reuters, 4 novembre), « No impact from Brazil's oil workers' strike » (*S&P Global,* 10 juin).).

◆ Le 11 juillet à Rio et dans tout le Brésil sont organisées des manifestations de travailleurs contre l'inflation et pour de meilleures conditions de travail (« Rio's public sector workers go on strike to demand salaries are paid » *The Telegraph,* (7 juillet).

◆ Fin juillet, la balade de la flamme olympique est perturbée par des manifestations locales qui parfois contraignent les porteurs et les autorités locales à fuir la vindicte populaire (« How the Olympics torch became a protest target in Brazil » *Forbes* (28 juillet).

Sombre avenir ?

Fin août, les Jeux olympiques seront terminés, laissant, outre des monceaux d'ordures supplémentaires, des mégaconstructions inutilisables et un monceau de dettes qui rappelleront des situations connues dans le passé, comme celle de la Grèce après ses propres JO en 2004.

Si l'élimination de Dilma Rousseff et celle du Parti des travailleurs semblent acquises, leurs successeurs politique n'auront de cesse de mettre en œuvre encore plus de mesures d'austérité. Ces mesures toucheront inévitablement les travailleurs et une frange des classes moyennes, dont l'érosion des conditions de vie ont été pour partie une contribution à l'évolution politique présente. Quelles résistances surgiront alors ? Nul ne peut le prédire car, dépendant étroitement du commerce international, le Brésil n'est en aucune façon maître de son destin.

H. S.

SOIXANTE-DIX ANS DE RISQUES RADIOACTIFS AU JAPON ET AUX ÉTATS-UNIS

En août 2010, j'ai été *[Kevin Kamps (1)]* invité à une série de conférences au Japon. Mes premières étapes furent Ōkuma (2) et Futaba, d'où je pouvais voir la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi (3). Depuis une falaise surplombant le Pacifique, j'ai pu apercevoir ses six réacteurs à trois miles et demi (cinq kilomètres et demi) (4) en direction du Nord, et à la même distance en direction du Sud la centrale de Fukushima Daini avec ses quatres réacteurs.

Le 11 mars 2011, il y avait plus de réacteurs en activité à Daini qu'à Daiichi. Une simple ligne électrique externe a sauvé cette centrale de la catastrophe qui s'est abattue sur Daiichi, où les lignes électriques extérieures avaient été rendues inutilisables par le tremblement de terre et les générateurs d'urgence par le tsunami. Avec six réacteurs (dont trois en opération) et sept piscines de combustibles usagés à Daiichi, les quatre réacteurs en opération et quatre piscines à

(1) « Seventy Years of Radioactive Risks in Japan and America », intervention de Kevin Kamps à un colloque tenu les 11 et 12 mars 2013 à la New York Academy of Medicine, extrait de *Crisis Without End. The Medical and Ecological Consequences of the Fukushima Nuclear Catastrophe,* sous la direction de Helen Caldicott, The New Press, 2014. Cet ouvrage, rassemblant plusieurs interventions, a été traduit en japonais par Kawamura Megumi sous le titre *Owarinaki kiki* (Une crise sans fin). Un bandeau publicitaire annonce : « Nihon no media ga tsutaenai, sekai no kagakusha ni yoru. Fukushima genpatsu jiko kenkyū hōkokusho » (Ce que les médias japonais n'ont pas dit, révélé par des scientifiques internationaux. Comptes rendus des recherches sur l'accident à la centrale nucléaire de Fukushima), éditions Bukkumansha (Bookman-sha), 2015. Selon une note en fin de volume, Kevin Kamps est « un spécialiste de la gestion et du transport des déchets à hauts risques à Beyond Nuclear » (p. 240). The New Press se présente comme une association à but non lucratif basée aux Etats-Unis. Contacts : The New Press, 120 Wall Street, 31st floor, New York, NY 10005, USA ; www.thenewpress.com et Helen Caldicott : http://nuclearfreeplanet.org (Toutes les notes sont du traducteur).

(2) Les noms propres ont été corrigés suivant le système Hepburn modifié.

(3) Daiichi signifie n° 1 en français. Il y a deux centrales à Fukushima ; la deuxième se dit Daini en japonais.

(4) Les distances géographiques sont exprimées en miles dans le texte : un mile (américain) = 1609,34 mètres ; les mesures de longueur, en inch : une inch = 2, 54 centimètres ; et de capacités, en gallon : un gallon (américain) = 3,785 litres. Par souci d'exactitude, j'ai laissé les mesures dans leur original et les ai converties en arrondissant à l'unité inférieure ou supérieure entre parenthèses immédiatement après.

Daini, plus un réacteur et une piscine à la centrale nucléaire de Tōkai, plus proche de Tōkyō, Kan Naoto (5), alors Premier ministre, et Edano Yukio, alors Secrétaire général du cabinet ont admis qu'ils avaient craint une « réaction en chaîne diabolique » d'une fusion des réacteurs associée à une conflagration dans les piscines. Si ce scénario avait eu lieu, 30 millions de personnes auraient dû être évacuées de Tōkyō, une situation semblable à celle imaginée par le cinéaste Kurosawa Akira dans son film de 1990, Rêves [*Yume*], dans lequel on voit un réacteur exploser derrière le mont Fuji.

Les réacteurs à Fukushima Daiichi étaient à eau bouillante du type Mark I de General Electric, faisant le lien entre les Etats-Unis et le désastre. Notre rôle dans le nucléaire au Japon remonte à 70 ans au moment où Enrico Fermi lança le premier réacteur atomique au monde, le Chicago Pile-I, dans le cadre du Manhattan Project (6). Le plan original prévoyait de construire un réacteur prototype à 20 miles (une trentaine de kilomètres) du centre de Chicago, là où se trouvait l'Argonne National Laboratory. Mais le temps manquait et Fermi procéda au lancement du réacteur à l'université de Chicago tout près du centre ville. Il n'en informa même pas le président de l'université. Il avait convaincu ses supérieurs qu'il n'y avait aucun danger, mais avait tout de même pris certaines précautions : il avait assigné quelques étudiants diplômés à une « équipe suicide » chargée de verser une solution chimique sur la pile en cas de dysfonctionnement, et placé un homme qui devint connu

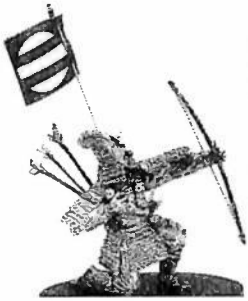
(5) Dans le texte américain, les noms de personnes japonaises ont été écrits le prénom suivi du nom de famille ; je les ai remis dans l'ordre qui prévaut au Japon, le nom de famille suivi du prénom afin d'éviter toute confusion. Pour les autres noms propres (entreprises, organisations, etc.), américains et japonais je les ai souvent laissés en anglais. Pour les noms américains, je les ai parfois donnés en français quand ils étaient courants dans notre langue, avec le nom original entre parenthèses. Quant aux entreprises, organisations, etc. japonaises, qui sont généralement connues internationalement sous leurs noms anglais, j'ai rajouté, en italiques entre crochets, les noms originaux en japonais.

(6) Manhattan Project (plus exactement, Manhattan District Project) : en 1939, Albert Einstein et plusieurs scientifiques avertissent le président Roosevelt que les Nazis étaient en train de faire des expériences sur la fission atomique et qu'ils auraient sans doute bientôt les capacités de produire une bombe nucléaire. Ils lui conseillent vivement de commencer à travailler sur ce type d'armement ; Roosevelt donne alors secrètement son aval au Manhattan District Project afin de développer une arme atomique. Sous la direction d'Enrico Fermi, Italien de naissance, la première réaction en chaîne nucléaire provoquée par l'homme a lieu dans un laboratoire à l'université de Chicago en 1942. Le succès de l'expérience inaugure l'ère de l'atome. Une équipe de physiciens construit ensuite la première bombe atomique à Los Alamos, Nouveau Mexique, qui explose avec succès le 16 juillet 1945. (Richard C. Wade, Howard B. Wilder, Louise C. Wade, *A History of the United States*, Houghton Mifflin Company – Boston, 1968, p. 739-740). Le Projet Manhattan dura de 1939 à 1946 et eut à sa tête le général Leslie Groves de 1942 à 1946.

sous le nom de Safety Control Rod Axe Man (SCRAM) (7), muni d'une hache dont il pouvait se servir pour couper la corde maintenant la barre de contrôle à l'aide d'une poulie, entraînant sa chute dans le réacteur hors contrôle. Le terme SCRAM s'est imposé dans l'industrie du nucléaire. Cependant, ainsi que nous l'avons vu à Fukushima, vous pouvez SCRAM un réacteur lorsque survient un tremblement de terre de force 9, mais la chaleur résiduelle suffit à entraîner une fusion si vous êtes incapables de refroidir le cœur de la centrale.

J. Robert Oppenheimer et le général Leslie Groves testèrent la bombe au plutonium, sous le nom de code Trinity, à Alamogordo, Nouveau Mexique, le 16 juillet 1945. Ce fut le précurseur de la bombe larguée sur Nagasaki le 9 août. Ils n'eurent pas besoin de faire des essais pour la bombe à uranium, larguée sur Hiroshima le 6 août, parce qu'il n'y avait aucun doute sur son efficacité. Plus tard, le gouvernement américain enregistra les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki comme « tests », ce qu'ils étaient au sens morbide du terme, d'autant qu'ils n'étaient pas indispensables pour mettre fin à la guerre. D'autres « tests » allaient s'ensuivre.

Les essais dans l'océan Pacifique participèrent de la course aux armements avec les Soviets durant la guerre froide. Eisenhower délivra son discours « Atoms for Peace » aux Nations unies le 8 décembre 1953, qui était simple propagande. Il s'agissait d'extraire du minerai d'uranium, le transformer, le retraiter et l'enrichir à grande échelle ; mais la



difficulté résidait dans comment le vendre aux Américains. Finalement, ils apposèrent un smiley (8) sur tout ce qui concernait le nucléaire. C'était un temps où le premier réacteur nucléaire « civil » à Shippingport, Pennsylvanie, sous la direction de Hyman Rickover, n'avait pas encore pris feu (9). Dans le pays, l'uranium a alimenté majoritairement la course aux armements pendant des années, si ce n'est des décennies, avant que l'industrie commerciale ne surgisse au premier plan dans le tableau à la fin des années 1960 et au début des années 1970. C'est alors que l'approvisionnement en uranium passa à servir de combustible à ces réacteurs.

Castle Bravo fut le nom de code pour le premier d'une série d'essais d'une bombe à hydrogène par les Etats-Unis effectués dans divers endroits comme, par exemple, l'atoll de Bikini le 1er mars 1954. L'essai Bravo ne se déroula pas comme prévu. L'un des concepteurs de la bombe, Edward Teller, et

(7) Safety Control Rod Axe Man : littéralement, « homme muni d'une hache chargé de la sécurité de la barre de contrôle ». L'acronyme SCRAM est passé dans le langage technique courant utilisé dans l'industrie nucléaire. En français, on le traduit par « personne chargée de la sécurité des barres de contrôle » ; il désigne maintenant la personne habilitée à appuyer sur un bouton d'arrêt d'urgence, ou parfois ce bouton même.

(8) Smiley : le terme est laissé en anglais puisque aujourd'hui tout le monde le comprend. Dans le texte original, il y a « smiley face ».

(9) Shippingport, Pennsylvanie : la construction de cette centrale nucléaire (à eau pressurisée) a été décidée en septembre 1954, après le discours d'Eisenhower « Atoms for Peace ». Elle est devenue opérationnelle en décembre 1957 et a été arrêtée définitivement en 1982. Elle était située à environ 40 km de Pittsburgh. Fondée et dirigée par l'amiral Hyman G. Rickhover qui jouait en même temps un rôle important dans la Atomic Energy Commission. En 1974, une panne de la turbine génératrice entraîna la fermeture temporaire de la centrale ; je n'ai pas trouvé de renseignements plus précis sur l'incident mentionné par Kevin Kamps. Elle était située près de l'actuelle centrale nucléaire Beaver Valley Nuclear Generating Station, toujours active, que l'on continue à appeler Shippingport.

les autres scientifiques s'étaient trompés dans leurs calculs de la puissance de l'explosion : ils comptaient sur une explosion de cinq mégatones ; elle fut, en fait, de quinze mégatones. C'est encore le pire incident de contamination radioactive par des essais de l'arme nucléaire dans l'histoire des Etats-Unis. Un thonier japonais, le *Lucky Dragon n° 5 [Dai go fukuryū maru]* n'était malheureusement pas très loin (10). Il se trouvait initialement en dehors de la zone d'exclusion qui avait été annoncée, mais les Etats-Unis la replanifièrent et le navire s'est alors retrouvé en pleine zone dangereuse. Avec le temps, la moitié environ de l'équipage de 23 marins sont morts de l'exposition aux radiations. L'un des décès fut l'affaire de quelques mois et déclencha une vague de fond antinucléaire au Japon, donnant lieu à une pétition pour protester contre les essais des bombes atomiques et à hydrogène, qui recueillit des dizaines de millions de signatures, dont un million en provenance de la seule région de Hiroshima. Les Etats-Unis s'inquiétèrent, craignant que l'Union soviétique ou la Chine communiste prennent avantage de la situation et en profitent pour s'attacher le Japon d'après-guerre.

La réponse des Etats-Unis en vue de soutenir la campagne Atoms for Peace consista, pour partie, à déployer la CIA au Japon. Lewis Strauss, le chef de l'Atomic Energy Commission (AEC), et son agence ont tenu le rôle principal dans la minimisation de l'ampleur de la contamination des produits de la mer par la radioactivité au Japon. Shōriki Matsutarō *[1885-1969]*, un ancien criminel de « classe A » et, à ce moment-là, grand manitou des médias connu sous le nom de Citizen Kane japonais, contrôlait un des journaux et une des stations télévisées parmi les plus importants du Japon. Il nourrissait de grandes ambitions politiques et aida à fonder le Parti libéral démocrate qui allait gouverner le Japon pendant un demi-siècle. En 2006, on a découvert qu'il avait collaboré avec la CIA. Une de ses attributions fut de vendre le nucléaire à la population japonaise, et il s'en chargea avec ardeur. Une compagnie pour laquelle Shōriki travaillait fut dans les premières à profiter de la situation. General Dynamics était entrée très tôt dans les affaires nucléaires, mais General Electric ne se trouvait pas loin derrière.

C'est ainsi qu'est né l'infâme « village nucléaire » (11) avec sa mascotte, le Plutonium Boy *[Puruto kun en japonais, Petit Pluto en français]*. Un complexe composé de l'industrie nucléaire, de compagnies d'appareils électriques, de dirigeants politiques, d'agences gouvernementales promotionnelles et de régulation, de sociétés de relations publiques, d'universitaires, de syndicats ouvriers et de responsables locaux. Il a grossi avec le temps, devenant une des forces politiques et économiques la plus puissante du Japon.

Grâce à des campagnes de propagande abondamment financées s'adressant surtout aux enfants, ce complexe a entretenu le « mythe de la sécurité nucléaire » jusqu'à ce

(10) *Dai go fukuryū maru :* voir, par exemple, Ralph E. Lapp, *The Voyage of the Lucky Dragon. The true story of Japanese fishermen who were the first victims of the H-Bomb,* A Penguin Special, 1958 (1re édition, américaine : 1957).

(11) Village nucléaire : genshiryoku mura en japonais, désigne le lobby pronucléaire au Japon. Ce lobby a élaboré de nombreuses mascottes (objets et images), prinicpalement destinées aux enfants, toutes plus rassurantes les unes que les autres. On en trouve des illustrations sur Google en tapant « genshiryoku mura ».

qu'il soit pour toujours ruiné par la catastrophe de Fukushima.

Il y a eu au total jusqu'à environ 140 réacteurs nucléaires commerciaux aux Etats-Unis, dont 100 fonctionnent encore. Il y en a par ailleurs plus de vingt au Canada. Le Japon, est le troisième pays nucléaire après les Etats-Unis et la France qui compte 58 réacteurs. Le Japon possédait 54 réacteurs commerciaux(12) avant que la catastrophe à Fukushima Daiichi ne détruise quatre d'entre eux. Le Japon a aussi un surgénérateur expérimental infecté de problèmes, Monju, ainsi nommé d'après le bodhisattva Manjusri [*Monju bosatsu en japonais*] afin de s'attirer les faveurs pronucléaires des bouddhistes de la préfecture de Fukui. Fukui, à elle seule, compte un nombre considérable de réacteurs – quatorze sur une petite étendue côtière, le nombre le plus important parmi toutes les préfectures du Japon. Après l'arrêt des centrales du pays à la suite de la catastrophe nucléaire de Fukushima pour des contrôles de sécurité et des remises aux normes, leur réapprovisionnement, et/ou des réparations de maintenance, seuls deux réacteurs ont été remis en fonction – à Ōi, dans la préfecture de Fukui – temporairement (13), remarquable reconnaissance du mouvement antinucléaire et de la population japonais. Pendant ce temps, il y a aux Etats-Unis de nombreux réacteurs susceptibles d'être arrêtés définitivement à court terme. Nous devons les arrêter avant qu'ils fondent.

On peut établir plusideurs parallèles dans l'histoire des accidents nucléaires aux Etats-Unis et au Japon :

Surexposition de travailleurs. En 1981, trois cents ouvriers ont été exposés à des niveaux excessifs de radiation après qu'une barre de combustible s'est rompue à la centrale nucléaire de Tsuruga dans la préfecture de Fukui. Rappelant un incident qui s'était passé dans les années 1970 quand une barre d'un mélange d'oxyde de plutonium (MOX) s'était rompue dans un réacteur expérimental à Big Rock Point dans le Michigan, relâchant une grande quantité nocive de radioactivité. Un incident similaire est survenu en 2009 dans l'une des plus grosses centrales d'Amérique du Nord, le générateur nucléaire de Bruce, proche des Grands Lacs au Canada : des centaines d'ouvriers sans protection respiratoire ont été exposés à des radiations de particules alpha alors qu'ils travaillaient au milieu de tuyaux contaminés. Il y a actuellement neuf réacteurs sur le site et son propriétaire, Ontario Power Generation, propose d'y installer en plus une décharge pour les déchets radioactifs « de niveaux bas et intermédiaire » en provenance de l'ensemble des vingt réacteurs de l'Ontario, à moins d'un

(12) D'autres sources, par exemple en japonais (*No Nukes Magazine bessatsu* [supplément], 1er novembre 2014) et en français (*Le Monde*), donnent un total de 18 centrales et 56 réacteurs.

(13) Ōi : la centrale nucléaire de Ōi compte 4 réacteurs. Le premier a été arrêté le 10 décembre 2010, avant Fukushima ; le deuxième, le 16 décembre 2011 ; le troisième, le 2 septembre 2013 ; et le quatrième, le 15 septembre 2013 (source : Kansai denryoku, Electricité du Kansai). L'unique centrale actuellement en fonction est celle de Sendai (deux réacteurs) située dans la préfecture de Kagoshima ; le premier réacteur a été remis en marche le 11 août 2015, le second le 15 octobre de la même année. Aucun autre n'a été relancé depuis (source : *Nishi Nihon shinbun,* [Ouest-Japon]). Les 14 et 16 avril 2016, la préfecture de Kumamoto, voisine de celle de Kagoshima, dans le Sud du Japon, a subi deux tremblements de terre respectivement de magnitude 6 et 7, suivis de nombreuses répliques.

mile (1,6 kilomètre) du lac Huron. En outre, une demi-douzaine de villages, habités pour la plupart par des travailleurs de Bruce, se sont portés volontaires pour accueillir une décharge de déchets hautement radioactifs en provenance de tout le Canada. Ces propositions menacent les Grands Lacs, qui contiennent 20 % de l'eau douce mondiale de surface et fournissent de l'eau potable à 40 millions de personnes en Amérique du Nord.

Embrasements de sodium. Monju a subi un important incendie en 1995, à l'origine d'un vaste scandale public quand il apparut que la Power Reactor and Nuclear Fuel Development Corporation [*Dōryokuro kakunenryō kaihatsu jigyōdan*], l'agence semi-gouvernementale alors en charge de Monju, avait essayé de cacher l'étendue de l'accident et des dégâts. La tricherie était allée jusqu'à falsifier des rapports, réaliser des vidéos trompeuses prises immédiatement après l'accident et ordonner aux employés de se taire. La Fermi Unit 1, dans le comté de Monroe, Michigan, célèbre pour la fusion partielle du cœur de son réacteur le 5 octobre 1966, a aussi subi un incendie de sodium et une fuite de tritium en 2008. Il est à noter que cette unité avait totalement fermé en 1972 et que ces accidents sont dus à son démantèlement. La fusion de 1966, elle, a été occultée pendant près d'une décennie jusqu'à ce que John G. Fuller publie son livre *We Almost Lost Detroit* (14).

Accidents dans les usines de retraitement. Le 11 mars 1997, 40 ouvriers (15) de l'usine de retraitement de Tōkaimura (16) ont été exposés à des radiations. Aux Etats-Unis, une usine de retraitement à usage commercial et militaire, en fonction entre 1966 et 1972 à Buffalo dans la West Valley, Etat de New York, subit tant d'incidents : incendies, fuites et surexposition de travailleurs, qu'elle ne parvint à produire que la valeur d'une année de minerai retraité. Le coût du nettoyage du site est estimé entre 10 et 27 milliards de dollars et s'il n'est pas nettoyé, la pollution finira par contaminer les lacs Erié et Ontario.

Situations critiques dues à la négligence. Fermi Unit 2, le plus grand réacteur au monde de type General Electric Mark I à eau bouillante – de même conception qu'à Fukushima Daiichi, presque aussi vaste que Daiichi et Daini mis ensemble – a connu une situation critique suite à une négligence en 1985. Michael Keegan, de l'association Don't Waste du Michigan, révéla l'accident et le réacteur fut arrêté pendant trois ans car il n'avait même pas l'autorisation de fonctionner. Par chance, il n'y eut aucun blessé.

---

(14) John G. Fuller, *We Almost Lost Detroit*, Reader's ~~Digest~~ Press, New York, 1975.

(15) Dans la traduction en japonais de ce texte dont les références ont été données dans la note 1, le chiffre est de 37 ouvriers (p. 175) sans qu'aucune explication ne soit donnée pour cette divergence.

(16) Tōkaimura : cette centrale, située dans la préfecture d'Ibaraki à environ 140 kilomètres au nord-est de Tōkyō « est un vaste complexe nucléaire qui compte deux réacteurs, une usine de retraitement, des installations de fabrication de combustible, etc. » (*Le Monde*, 2 octobre 1999). Tōkaimura avait été choisi en 1956 pour héberger l'Institut de recherche nucléaire du Japon après le lancement, en 1954, du programme nucléaire au Japon par Nakasone Yasuhiro, futur Premier ministre dans les années 1980. C'est aujourd'hui principalement un centre de recherche nucléaire (Nihon genshiryoku kenkyū kaihatsukikō). Une usine de retraitement (Nihon gennen) se trouve dans le village de Rokkashomura, préfecture d'Aomori, au nord de l'île principale de Honshū.

Le 18 juin 1999, pendant une inspection, on demanda à des employés d'introduire une barre de contrôle d'urgence à l'unité n° 1 de Shika, préfecture d'Ishikawa. Par suite d'une erreur dans la procédure, au lieu d'introduire une barre dans le réacteur, on en retira trois. Durant les quinze minutes suivantes, le réacteur s'est retrouvé dans une situation critiquement dangereuse. L'événement fut occulté, et ne fut pas révélé avant le 15 mars 2007. Un deuxième accident nucléaire, dû lui aussi à la négligence mais beaucoup plus sérieux, mortel, a eu lieu à Tōkaimura le 30 septembre 1999 lors de la préparation par trois ouvriers d'une petite quantité de combustible pour un surgénérateur expérimental (17). Deux ouvriers en sont morts et des centaines d'autres travailleurs et d'habitants ont été exposés à des doses de radiation supérieures aux niveaux censés être autorisés.

Dissimulations. En 2000, trois dirigeants(18) de Tepco [*acronyme pour Tokyo Electric Power Company en anglais ; Tōkyō denryoku en japonais*] ont été contraints de démissionner après que fut révélé en 1989 que la compagnie avait ordonné à un employé d'effacer une vidéo faisant état de fissures sur des conduites de vapeur dans une usine nucléaire. En août 2002, le scandale d'une vaste tricherie amena la compagnie à arrêter temporairement la totalité de ses 17 réacteurs : des officiels de Tepco avaient fasilfié des rapports d'inspection et tenté de cacher des fissures sur les enceintes de confinement de la cuve de treize réacteurs. Mais Tepco obtint rapidement l'autorisation de relancer ses réacteurs. Selon Aileen Mioko Smith, de l'organisation japonaise Gurīn Akushion (Green Action), une autre dissimulation fut mise en lumière au Japon par le mouvement antinucléaire japonais : en 1999, du combustible MOX est arrivé au Japon en provenance du British Nuclear Fuels avec une documentation d'assurance falsifiée, causant un retard dans le chargement du combustible au Japon. Malheureusement, le MOX a été chargé dans l'unité n° 3 de Fukushima Daiichi juste six mois avant la catastrophe du 11 mars. L'unité n° 3 est celle qui a essuyé la plus grosse explosion de toutes.

Un autre incident a été dissimulé aux Etats-Unis, à Davis-Besse, Ohio, en 2002 où il s'en est fallu de trois seizièmes d'inch (un peu moins de cinq millimètres) que le couvercle de son réacteur en fonte de sept inch (17,70 centimètres) d'épaisseur, qui avait un trou dû à une corrosion massive, ne se rompe. Une vidéo fut rendue publique avant que la Nuclear Regulatory Commission (NRC) ne constate ce qui s'était passé, mais la commission possédait des preuves photographiques d'un ruissellement ressemblant à une coulée de lave constituée de cristaux d'acide borique et de rouille sur tout le long du couvercle. Malgré tout, personne ne prit aucune mesure de régulation. Les empreintes de l'ancien président de la NRC,

(17) Selon le quotidien *Le Monde* du samedi 2 octobre 1999, l'accident à Tōkaimura est le septième survenu dans l'industrie nucléaire au Japon depuis 1995 et le plus grave au monde après celui de Tchernobyl en 1986. Des ouvriers chargés de fabriquer de l'oxyde d'uranium enrichi à 20 % ont introduit environ 16 kilogrammes d'uranium dans une cuve remplie d'eau et d'acide nitrique alors qu'ils n'auraient dû en introduire que 2,3 kilogrammes. Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1999, des « (...) employés de la Japan Nuclear Fuels Conversion Company (JCO) transvasaient à la main avec des seaux en inox, l'uranium liquéfié dans la cuve de décantation. » (*Le Monde*, 6 octobre 1999) A l'époque, le gouvernement avait simplement conseillé aux riverains de se calfeutrer chez eux.

(18) Le texte japonais donne 2002 pour date et cinq pour le nombre de dirigeants (p. 177).

Richard Meserve, se retrouvent partout sur ce quasi-désastre. Des inspecteurs subalternes de la NRC voulaient fermer l'usine pour inspection, mais Meserve et d'autres hauts dirigeants autorisèrent le réacteur à continuer de fonctionner. Le bureau de l'inspecteur général a rédigé plus tard un rapport dans lequel il confirmait que la NRC avait donné la priorité aux profits de la compagnie au détriment de l'intérêt public.

Meserve a démissionné peu après mais est encore consulté jusqu'à aujourd'hui en matière de sûreté nucléaire, jusqu'à Tōkyō. Il a participé à différentes commissions légales et scientifiques pendant des années, dont plusieurs organisées par les Académies nationales des Sciences (National Academy of Sciences, NAS) et des Arts et métiers (National Academy of Engineering, NAE). Beyond Nuclear, informé sur la participation de Meserve aux conseils d'administration de deux entreprises nucléaires commerciales – Pacific Gas & Electric, propriétaire de la centrale nucléaire de Diablo Canyon en Californie, et Luminant, propriétaire de Comanche Peak au Texas – a demandé avec succès sa récusation du conseil chargé d'étudier les risques de cancer des populations vivant à proximité de centrales nucléaires.

Explosions de vapeur. A Mihama 3, dans la préfecture de Fukui, quatre ouvriers ont été tués par une explosion de vapeur en 2004, le jour anniversaire du largage de la bombe sur Nagasaki. Les investigations qui s'ensuivirent révélèrent des carences significatives dans la systématisation des inspections des centrales nucléaires japonaises.

La centrale de Surry en Virginie a subi deux accidents différents en 1972 et 1986. Le premier a tué deux ouvriers, le second quatre – la plus importante perte en vies humaines dans une centrale nucléaire aux Etats-Unis en une seule fois. Surry est aussi défavorablement connue pour ses expériences dans le stockage de divers types de fûts en béton moulés à sec (dry cask). Un fût scellé, et probablement un second, ont connu des fuites de gaz inertes de refroidissement. Un défaut d'étanchéité aurait permis à de l'oxygène de pénétrer dans le fût et conduit à une surchauffe des déchets, entraînant la corrosion ou la détérioration du combustible nucléaire irradié contenu dedans.

Dégagements de vapeur radioactive non mortels. En 2006, Fukushima Daiichi avait déjà subi un dégagement de vapeur radioactive. En 2012, c'est la centrale de San Onofre en Californie du Sud qui a été touchée par un incident, plus controversé, lorsque la conduite défecteuse d'un générateur a relâché de la vapeur radioactive, entraînant l'arrêt des deux unités de San Onofre. On a alors découvert de sérieuses dégradations sur plusieurs conduites de presque tous les récents générateurs de vapeur qui remplaçaient les anciens et avaient coûté 671 millions de dollars. La responsabilité en fut imputée à Mitsubishi Heavy Industries of Japan [*Nihon no Mitsubishi jūkōgyō*] qui les avait conçus et fabriqués, et en juin 2013 Southern California Edison a annoncé l'arrêt définitif des deux réacteurs. Le coût total de ce fiasco atteint maintenant des milliards de dollars et les tribunaux devront déterminer qui payera.

Tremblements de terre. Le 16 juillet 2007, un grave tremblement de terre mesurant 6,8 sur l'échelle de Richter toucha la région où se trouve la centrale nucléaire Kashiwa-

zaki-Kariwa de Tepco. De l'eau contaminée s'est répandue dans la mer du Japon, un transformateur a pris feu, des conteneurs de déchets radioactifs ont été ébranlés et renversés. Cette centrale, avec sept réacteurs, est la plus grande au monde pour une centrale unique. Quelques réacteurs avaient été remis en service le 11 mars 2011, mais la centrale a été totalement fermée peu de temps après et demeure à l'arrêt depuis. Témoignant de la résistance de la population au niveau local et du rude travail d'un mouvement antinucléaire naissant à l'origine d'inhabituelles manifestations par leur fréquence et le grand nombre de participants, certaines pouvant compter jusqu'à plusieurs centaines de milliers de personnes. Mais, en dépit des risques, le Premier ministre Abe reste déterminé à relancer les réacteurs.

La centrale nucléaire d'Entergy à Indian Point à Buchanan, Etat de New York, se trouve directement attenante à des lignes de faille découvertes longtemps après sa construction. Des sismologues de la Columbia University ont confirmé leur existence en 2008. La NRC a alors été forcée d'admettre que cette centrale est probablement la plus vulnérable aux tremblements de terre de toutes celles situées aux Etats-Unis puisqu'elle n'a pas été construite pour y résister. Les réacteurs de Diablo Canyon en Californie eux aussi, sont vulnérables aux tremblements de terre mais de construction plus robuste, parce que les ingénieurs avaient connaissance de la proximité de la faille de San Andreas. On a toutefois, de même, découvert ces dernières années des lignes de faille à proximité immédiate de Diablo Canyon dont on n'avait pas connaissance autrefois.

Fragilisation de la cuve de pressurisation du réacteur. La fragilisation des cuves de pressurisation du réacteur, concernant spécifiquement les réacteurs à eau pressurisée, présente un autre danger à cause du bombardement aux neutrons de la cuve d'une épaisseur d'environ 8 inch (une vingtaine de centimètres) pendant des années et des décennies. Des impuretés dans le revêtement métallique peuvent occasionner des micro-fissures susceptibles de s'élargir et amoindrir par là la résistance du métal. Dans le cas où les systèmes de refroidissement du cœur du réacteur sont activés, en dernière ligne de défense avant une fusion, le choc thermique d'une baisse de température combinée à une très haute pression peut fracturer ces cuves comme un verre chaud sous l'eau froide. La perte de liquide de refroidissement serait alors irréparable. Et il n'y aurait aucun moyen d'empêcher une fusion du cœur du réacteur. Genkai 1 dans la préfecture de Saga, dans le Kyūshū, et Palisades d'Entergy, dans le Michigan, possèdent les cuves de pressurisation les plus fragiles, respectivement au Japon et aux Etats-Unis.

Fuites de déchets radioactifs. Le principal risque de fuite de déchets radioactifs se situe actuellement pour le moment dans l'unité n° 4 de Fukushima Daiichi. Le bâtiment abritant le réacteur est sévèrement endommagé depuis l'explosion d'hydrogène en mars 2011 et est sur le point de s'effondrer. Si cela devait arriver, les centaines de composants de combustible irradiés entreposés dans la piscine pourraient déclencher un enfer radioactif. La libération d'éléments radioactifs pourraient alors détruire tout ce qui, dans l'environnement, avait été jusqu'alors épargné. Notons que les piscines de rétention de déchets hautement radioactifs aux Etats-Unis

contiennent plusieurs fois la quantité de déchets radioactifs présents dans l'unité n° 4 de Fukushima Daiichi ; une conflagration de ces déchets hautement radioactifs pourrait provoquer aux Etats-Unis une catastrophe puisque, comme au Japon, ces piscines ne sont pas intégrées dans des structures de confinement anti-radioactivité.

Il y a déjà eu des fuites de déchets hautement radioactifs aux Etats-Unis. Le Département de l'énergie américain a révélé que six silos souterrains où sont entreposés des déchets hautement radioactifs laissaient s'échapper 1 000 gallons (3 785 litres [19]) de liquides et de boues par an à proximité de la rivière Columbia à la fontière entre les Etats de Washington et de l'Oregon. Ces déchets proviennent du recyclage de matériel militaire et de l'arsenal nucléaire américain datant de la guerre froide. Hanford héberge un total de 177 silos contenant 53 millions de gallons (200 millions de litres) de déchets liquides hautement radioactifs. Sur ces 177, 149 ne comportent qu'une simple paroi, ce qui signifie que les déchets s'échappent directement dans l'environnement. Le restant comporte une double coque, mais eux aussi commencent à fuir. Les déchets hautement radioactifs de Hanford doivent être transférés dans de nouveaux silos à double coque fabriqués dans les règles de l'art. Il faudrait avant toutes choses assurer la vitrification (solidification dans des blocs de verre) des liquides et des boues afin de stabiliser à long terme ces déchets hautement radiocatifs.

Du côté commercial, la liste des fuites confirmées de tritium et autres radionucléides dangereux pour la santé en provenance de déchets hautement radioactifs a atteint un niveau alarmant. Des documents signalent des écoulements dans les sols, les nappes phréatiques et l'eau de surface en provenance des piscines de rétention de combustible usagé suivantes : Hatch, Géorgie ; Indian Point, Etat de New York ; Palo Verde, Arizona ; Salem, New Jersey ; Brookhaven National Lab's High Flux Beam reactor, Etat de New York ; BWX Technologies, Virginie ; San Onofre, Californie ; Seabrook, New Hampshire ; et Watts Bar, Tennessee.

La NRC admet que des piscines de rétention de déchets hautement radioactifs aux Etats-Unis ont fui, mais assure que « l'eau échappée de ces piscines a été retenue dans les systèmes de recollection des eaux desdites piscines ». Ainsi à Crystal River, Floride ; Davis-Besse, Ohio ; Diablo Canyon, Californie ; Duane Arnold, Iowa ; et Hope Creek, New Jersey. D'autres fuites ont été signalées à Kewaunee, Wisconsin, mais la NRC note simplement « des dépôts d'acide borique blanc, avec probabilité de présence d'acide borique même, observés sur le mur et le plafond du hangar où sont entreposés les déchets, contigu à la piscine de combustible usagé ».

D'autres fuites dans les sols, les nappes phréatiques et les eaux de surface ont été rapportées dans la plupart des réacteurs en activité, selon Paul Gunter de Beyond Nuclear dans son rapport de 2010, *Leak First, Fix Later* (Laisser fuir, puis réparer). Un autre rapport de Beyond Nuclear, *Routine Radioactive Releases from US Nuclear Power Plants* (Rejets radioactifs de routine des centrales nucléaires américaine), démontre comment les rejets radioactifs dans l'atmosphère et l'eau sont « autorisés » et « normalisés » à chaque stade de la chaîne de la combustion d'uranium, même

(19) « 4 000 litres », dans l'édition japonaise (p. 183).

pour les réacteurs atomiques. Il ne faut pas confondre, cependant, « autorisé » ou « permis » avec « sûr ». Toute exposition à la radioactivité, peu importe que la dose soit basse ou non, accroît le risque pour toute personne de développer un cancer et les risques s'accumulent tout au long de la vie. La National Academy of Sciences l'a confirmé dans de nombreux rapports depuis des décennies.

Les fausses solutions au dilemme des déchets abondent. La seule véritable solution au problème, c'est tout d'abord d'arrêter d'en produire. Toute relance des réacteurs nucléaires au Japon a été bloquée – mis à part celui de Ōi dans la préfecture de Fukui (20) –, ce qui implique qu'aucun déchet radioactif n'y a été produit depuis maintenant un moment. Aux Etats-Unis, les arrêts définitifs de Kewaunee, Wisconsin, Crystal River, Floride, et San Onofre 2 et 3 en Californie, plus la fermeture prévue pour la fin 2014 de Vermont Yankee, signifient que tous ces sites ne généreront plus de déchets hautement radioactifs. Ces premières fermetures de réacteurs aux Etats-Unis depuis quinze ans sont le fruit de l'inlassable activisme du mouvement antinucléaire.

Quant aux déchets hautement radioactifs existants, les groupes environnementaux américains appellent depuis longtemps à la mise en place de stockage en dur sur site (hardened on-site storage, HOSS) en tant que mesure transitoire afin de vider les piscines de rétention de combustible usagé dangereuses et de mettre aux normes les fûts en béton coulé à sec pour prévenir toute possibilité d'attentat et empêcher les fuites à l'avenir. HOSS a aussi pour but d'éviter les risques inutiles d'entreposage provisoire centralisé, y compris le retraitement.

Pendant ce temps, l'industrie nucléaire américaine tente de reporter la responsabilité des déchets hautement radioactifs sur le contribuable américain. Des sénateurs tels que Ron Wyden (démocrate, Oregon), Dianne Feinstein (démocrate, Californie), Lamar Alexander (républicain Tennessee), Lisa Murkowski (républicaine, Alaska) et Angus King (indépendant, Maine), ainsi que le Département de l'énergie et sa commission du Ruban bleu sur l'avenir nucléaire de l'Amérique (Blue Ribon Commission on America's Nuclear Future) proposent un « stockage transitoire consolidé » pour 2021, qui créera un nombre sans précédent de risques sous formes de camions, trains et barges transportant du combustible nucléaire irradié à travers plusieurs Etats.

Avec le plan de décharge de Yucca Mountain, que l'administration Obama a sagement annulé, le Département de l'énergie proposait de transporter par barges 111 conteneurs de déchets hautement radioactifs du réacteur de Oyster Creek jusqu'à Newark en remontant le littoral de Jersey après Staten Island. Cinquante-huit barges devaient transporter des déchets hautement radioactifs en descendant la rivière Hudson depuis Indian Point jusqu'à la ville de Jersey, en passant tout près de Manhattan. Quarante-deux autres devaient transporter des déchets, eux aussi hautement radioactifs, depuis le Connecticut jusqu'à New Haven en longeant Long Island Sound.

Le site de Savannah River en Caroline du

(20) Voir note 13.

Sud et l'Usine pilote de séparation des déchets (Waste Isolation Pilot Plant) dans le Nouveau-Mexique – qui croule déjà sous le fardeau de déchets radioactifs militaires contaminés auxquels elle sert de poubelle – sont en tête de liste pour servir de décharge à des combustibles nucléaires commerciaux irradiés. De même pour des réserves d'autochtones (Native American), un exemple flagrant de racisme radioactif. La centrale de Dresden, au sud-ouest de Chicago à Morris, Illinois, pourrait aussi servir de candidate puisqu'elle accueille déjà près de trois mille tonnes de combustible nucléaire irradié dans ses trois réacteurs et est à proximité immédiate du bassin de rétention du combustible usagé de Morris de General Electric et Hitachi – une usine de retraitement qui n'est jamais entrée en service à cause de défauts dans sa conception.

Si le combustible nucléaire irradié était confiné sur le site de Savannah River, il serait beaucoup plus simple à retraiter. Pour le moment, aux Etats-Unis, une ample coalition regroupant des gens de diverses origines s'oppose aux vastes tentatives de relance du retraitement, invoquant les risques de prolifération des armes nucléaires, les risques pour l'environnement et ses coûts exhorbitants. Des chercheurs et militants japonais, tels que Takubo Masafumi (21) et le Dr Katsuta Tadahiro, ont aussi cherché des alternatives au retraitement comme le stockage dans des fûts en béton moulés à sec.

Les Etats-Unis et le Japon ont en commun des réacteurs Mark I et II. Tous réacteurs à eau bouillante de conception General Electric, catastrophiquement défectueux. Pour des raisons de réduction des coûts, les protections contre les radiations sont sous-dimensionnées et trop faibles, ainsi qu'on l'a vu clairement à Fukushima Daiichi. Cela fait longtemps que plusieurs personnes ont averti de leurs défauts : par exemple, l'officier de sécurité de l'AEC, Stephen Hanauer, en 1972 ; les « Trois de GE », lanceurs d'alertes, Gregory C. Minor, Richard B. Ubbard et Dale G. Bridenbaugh en 1976 ; et Harold Denton, un officiel de haut rang de la NRC, en 1986.

Et pourtant, 23 réacteurs Mark I et 8 réacteurs Mark II de même conception sont encore en activité aux Etats-Unis. Il faut les fermer avant qu'ils fondent, particulièrement, quand on sait qu'une investigation indépendante de la Diète japonaise a désigné la collusion entre le gouvernement et l'industrie nucléaire au Japon comme étant à l'origine du désastre de Fukushima. Il existe exactement la même collusion aux Etats-Unis entre l'industrie nucléaire, la NRC et des élus. Gene Stilp, un résident de Harrisburg, Pennsylvanie, qui suit de près le nucléaire depuis longtemps, participait en 1999 à une manifestation antinucléaire dans le Michigan avec une pancarte qui disait « Three Mile Island, Tchernobyl. Qui sera le suivant ? » La réponse est maintenant évidente : c'est Fukushima.

Kevin Kamps
(traduit de l'anglais par J.-P. V.)

(21) Le texte anglais donne « Masa Takubo », corrigé dans le texte japonais.

MIGRATION, RÉFUGIÉS ET FORCE DE TRAVAIL (II)

Une analyse approfondie de la « crise des réfugiés » et des migrations dans l'Union européenne, en relation avec la restructuration du marché du travail et la composition de classe

Ce texte est paru dans le n°99 (hiver 2015-2016) de la revue allemande *Wildcat*.

La première partie a été publiée dans le n° 155 d'*Echanges* (printemps 2016).

APRÈS UNE ANNÉE DE TRAVAIL à temps plein, on a droit à six mois d'allocation de chômage (basée sur le revenu) et à six mois de prestations Hartz IV (prestations sociales minimum). Mais quand un travailleur immigré dépose une demande d'allocation, de nombreuses administrations informent l'Office des migrations, qui donne alors l'ordre à l'impétrant de quitter le pays – ceci arrive aussi aux citoyens de certains Etats fondateurs de l'Union européenne, comme l'Espagne ou l'Italie. L'enchevêtrement bureaucratique des administrations responsables de l'emploi et des prestations sociales d'un côté, et de l'Office des migrations de l'autre – présenté comme le moyen de traiter, à l'avenir, la question des réfugiés – est déjà une réalité pour les migrants économiques. Il y a là une certaine logique, car la campagne contre « l'abus du droit d'asile », qui visait les réfugiés des Balkans, fut immédiatement suivie de la campagne de propagande contre l'immigration des « pauvres-venus-profiter-des-aides-sociales », à partir de la fin de l'année 2013.

La « main-d'œuvre potentielle » des réfugiés

Il existe deux pôles opposés à l'intérieur de la classe dirigeante :

– les défenseurs du libéralisme, dont les plus conséquents sont les Verts, demandent l'ouverture des frontières, associée à une dérégulation et à une réduction des prestations et des droits sociaux ; selon eux, tous ceux qui veulent venir en Allemagne devraient pouvoir le faire, mais c'est à eux de se débrouiller pour survivre ;

– à l'autre extrême, on trouve certains membres de l' « Etat profond » et, sur la scène politique, les partis de droite et d'extrême-droite NPD/AFD/CSU et certaines fractions du SPD et de la CDU : ils exigent la fermeture des frontières, l'intensification du contrôle des migrations et le renforcement des forces de police.

2016

◆ Depuis la fin 2015 enseignants et étudiants manifestent pour le paiement des salaires et contre les réductions de 30 % des crédits de fonctionnement. De nombreux articles sur Internet pour un conflit qui dure depuis plus de six mois : « There is money for the Olympics but not for education », *Left Voice,* 4 avril ; « Rio de Janeiro, teachers on strike, students occupy 76 schools », *New Politics,* 9 mai ; le 31 juillet, des milliers d'enseignants manifestent à Rio, à São Paulo et dans d'autres capitales d'Etats ; à Paraná (Curitiba) plus de cent personnes sont blessées dans une violente attaque policière. A Goiás, les écoles, occupées pour protester contre la privatisation de 30 % d'entre elles, sont brutalement évacuées.

◆ Le 3 février, une grève de deux heures des pilotes de la compagnie Latam sur des revendications salariales sème le chaos dans tous les aéroports du Brésil (« Brazil airports strike grounds Carnival travellers », AFP, 3 février).

◆ Le 24 février, dans la mine de fer de Timbopeba (Minas Gerais) grève pour le paiement d'un bonus (« Brazil workers at Vale's Timbopeba iron mine on strike on bonus », Reuters, 24 février).

◆ 22 mars, grève des 4 000 dockers du port de Santos (Etat de São Paulo, premier port d'Amérique latine et sixième du monde) (« Dock workers to halt operations at Brazil Santos port », *World Maritime News* (2 mars).

◆ Du 14 au 19 mai, grève des marins du port de Santos, déclarée illégale par un jugement (« Uncertainty surrounds strike at Brazil's port of Santos » (joc.com, 22 mai), « Brazilian Seafarers freeze strike action » (*World Maritime News,* 19 mai).

◆ Le 4 juillet 2016 les douaniers lancent une grève nationale illimitée pour les salaires (« Brazil customs' workers to strike ahead of Olympics », Reuters, 12 juillet). Ils sont suivis par d'autres salariés des services publics dont les pompiers et même les policiers (« Rio police strike threaten to shut down Brazil Olympics », *Telesur* (28 juin).

◆ Le 10 juillet, nouvelle grève d'avertissement de 24 heures chez Petrobras « Worst Petrobras strike in 20 years hurts Brazil » (Reuters, 4 novembre), « No impact from Brazil's oil workers' strike » (*S&P Global,* 10 juin).).

◆ Le 11 juillet à Rio et dans tout le Brésil sont organisées des manifestations de travailleurs contre l'inflation et pour de meilleures conditions de travail (« Rio's public sector workers go on strike to demand salaries are paid » *The Telegraph,* (7 juillet).

◆ Fin juillet, la balade de la flamme olympique est perturbée par des manifestations locales qui parfois contraignent les porteurs et les autorités locales à fuir la vindicte populaire (« How the Olympics torch became a protest target in Brazil » *Forbes* (28 juillet).

Sombre avenir ?

Fin août, les Jeux olympiques seront terminés, laissant, outre des monceaux d'ordures supplémentaires, des mégaconstructions inutilisables et un monceau de dettes qui rappelleront des situations connues dans le passé, comme celle de la Grèce après ses propres JO en 2004.

Si l'élimination de Dilma Rousseff et celle du Parti des travailleurs semblent acquises, leurs successeurs politique n'auront de cesse de mettre en œuvre encore plus de mesures d'austérité. Ces mesures toucheront inévitablement les travailleurs et une frange des classes moyennes, dont l'érosion des conditions de vie ont été pour partie une contribution à l'évolution politique présente. Quelles résistances surgiront alors ? Nul ne peut le prédire car, dépendant étroitement du commerce international, le Brésil n'est en aucune façon maître de son destin.

H. S.

SOIXANTE-DIX ANS DE RISQUES RADIOACTIFS AU JAPON ET AUX ÉTATS-UNIS

En août 2010, j'ai été *[Kevin Kamps (1)]* invité à une série de conférences au Japon. Mes premières étapes furent Ōkuma (2) et Futaba, d'où je pouvais voir la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi (3). Depuis une falaise surplombant le Pacifique, j'ai pu apercevoir ses six réacteurs à trois miles et demi (cinq kilomètres et demi) (4) en direction du Nord, et à la même distance en direction du Sud la centrale de Fukushima Daini avec ses quatres réacteurs.

Le 11 mars 2011, il y avait plus de réacteurs en activité à Daini qu'à Daiichi. Une simple ligne électrique externe a sauvé cette centrale de la catastrophe qui s'est abattue sur Daiichi, où les lignes électriques extérieures avaient été rendues inutilisables par le tremblement de terre et les générateurs d'urgence par le tsunami. Avec six réacteurs (dont trois en opération) et sept piscines de combustibles usagés à Daiichi, les quatre réacteurs en opération et quatre piscines à

(1) « Seventy Years of Radioactive Risks in Japan and America », intervention de Kevin Kamps à un colloque tenu les 11 et 12 mars 2013 à la New York Academy of Medicine, extrait de *Crisis Without End. The Medical and Ecological Consequences of the Fukushima Nuclear Catastrophe,* sous la direction de Helen Caldicott, The New Press, 2014. Cet ouvrage, rassemblant plusieurs interventions, a été traduit en japonais par Kawamura Megumi sous le titre *Owarinaki kiki* (Une crise sans fin). Un bandeau publicitaire annonce : « Nihon no media ga tsutaenai, sekai no kagakusha ni yoru. Fukushima genpatsu jiko kenkyū hōkokusho » (Ce que les médias japonais n'ont pas dit, révélé par des scientifiques internationaux. Comptes rendus des recherches sur l'accident à la centrale nucléaire de Fukushima), éditions Bukkumansha (Bookman-sha), 2015. Selon une note en fin de volume, Kevin Kamps est « un spécialiste de la gestion et du transport des déchets à hauts risques à Beyond Nuclear » (p. 240). The New Press se présente comme une association à but non lucratif basée aux Etats-Unis. Contacts : The New Press, 120 Wall Street, 31st floor, New York, NY 10005, USA ; www.thenewpress.com et Helen Caldicott : http://nuclearfreeplanet.org (Toutes les notes sont du traducteur).

(2) Les noms propres ont été corrigés suivant le système Hepburn modifié.

(3) Daiichi signifie n° 1 en français. Il y a deux centrales à Fukushima ; la deuxième se dit Daini en japonais.

(4) Les distances géographiques sont exprimées en miles dans le texte : un mile (américain) = 1609,34 mètres ; les mesures de longueur, en inch : une inch = 2, 54 centimètres ; et de capacités, en gallon : un gallon (américain) = 3,785 litres. Par souci d'exactitude, j'ai laissé les mesures dans leur original et les ai converties en arrondissant à l'unité inférieure ou supérieure entre parenthèses immédiatement après.

migrations économiques temporaires (généralement liées à des contrats de travail spécifiques) à partir de certains pays extérieurs à l'Union européenne, comme c'est le cas pour les « partenariats de mobilité européenne » signés avec certains Etats méditerranéens ou d'Europe de l'Est. La Turquie joue un rôle stratégique comme gardien de la frontière sud-est de l'Europe. Lors du sommet du G-20 à Antalya, un accord de trois milliards d'euros a été conclu, d'après lequel le gouvernement Erdogan est censé accorder des cartes de séjour et le droit de travailler aux Syriens venus en Turquie et renvoyer les autres réfugiés dans leur pays d'origine. En échange de ce contrôle plus strict des frontières externes de l'Union européenne par la Turquie, l'Union européenne envisage de libéraliser les conditions d'obtention de visa pour les citoyens turcs, ce qui augmenterait les possibilités pour les Turcs de venir travailler en Europe. De tels accords supposent la coopération de tous les Etats impliqués. Mais les gouvernements du Pakistan et de l'Afghanistan ont récemment refusé de « reprendre » leurs ressortissants expulsés de l'Union européenne. Et aucune somme d'argent n'empêchera le gouvernement Erdogan d'ouvrir ou de fermer les frontières, ou de provoquer des conflits militaires, en fonction de ses propres objectifs politiques.

La déclaration finale ronflante adoptée à Malte lors du sommet UE-Afrique, au début de novembre 2015, n'a pu non plus dissimuler à quel point les Etats contrôlent peu les migrations. L'Union européenne voudrait retenir les grandes masses de réfugiés dans ses régions limitrophes afin de les laisser entrer temporairement ou de les expulser à nouveau en cas de besoin. Une telle politique ne pourrait réussir que si ces régions limitrophes étaient susceptibles de donner du travail et un toit à ces migrants, ce qui semble plus irréaliste que jamais – non seulement en Afrique du Nord, mais aussi dans les Balkans, par exemple au Kosovo. C'est pourquoi l'Union européenne use fréquemment de soupapes de sécurité en ouvrant temporairement ses frontières. Dans certains Etats balkaniques, de nouveaux accords de recrutement ont été signés en été 2015 : à partir de 2016, certains travailleurs « moins qualifiés » des Etats de l'Ouest des Balkans (salariés qui résident déjà en Allemagne) sont autorisés à travailler en Allemagne s'ils peuvent prouver qu'ils ont une offre d'apprentissage ou d'emploi – mais seulement à condition qu'ils renoncent à leur demande d'asile avant le 24 octobre 2015, et retournent dans leur pays d'origine (afin de revenir en Allemagne, le cas échéant).

Des possibilités de généralisation ?

Le travail manuel non qualifié – que ce soit dans l'agriculture, dans le bâtiment ou dans l'industrie – est de plus en plus assuré par des immigrés. Les migrants supportent les conditions de travail dans ces secteurs parce qu'ils sont habitués à bien pire. L'organisation de grèves communes avec les travailleurs « autochtones » est difficile quand les migrants sont habitués à des normes de travail et de vie bien moins élevées – et elle est encore plus difficile quand la « strate des hauts revenus » (propriétaires de logements, etc.) profite de la surexploitation des immigrés. Ces dernières années, les luttes de migrants sont nées surtout sur des lieux de travail où la grande majorité des travailleurs étaient des immigrés, par exemple dans l'agriculture ou la logistique en Italie. En Allemagne, où l'accès au marché du travail est très régulé et segmenté de manière multiple, il y a eu de nombreux conflits, mais pratiquement aucune lutte de grande ampleur.

Pendant l'année 2015, les réfugiés n'ont pas seulement contraint le gouvernement à modifier ses plans, ce qui a eu pour effet de politiser des centaines de milliers de « soutiens », mais ils ont aussi, par leur nombre, transformé en enjeux « publics » les questions des salaires, des conditions de travail et du logement. Aucune de ces questions ne se résoudra toute seule, elles sont toutes contestées et conflictuelles. L'Etat suscite une concurrence entre les travailleurs – par exemple en termes de logement, car si des logements sociaux ont été construits, ils étaient au départ destinés seulement aux réfugiés. C'est pourquoi les luttes sur la question du logement et les occupations actuelles sont si importantes ! Elles posent le problème d'un logement abordable pour tous.

Un autre exemple : le logement en masse dans des quartiers éloignés, mal desservis par les transports en commun, avec peu de crèches, d'écoles, de médecins, etc. Des initiatives de la société civile sont souvent nées en réaction à ces problèmes, et elles s'expriment parfois de façon assez contradictoire. L'initiative « Non ! à la politique – Oui ! au soutien » à Neugraben, une banlieue de Hambourg, qui a beaucoup attiré l'attention des médias pendant ces derniers mois, est un exemple d'opposition pragmatique à ce type de politique étatique envers les réfugiés. En mettant en avant leurs positions antiracistes, ces mouvements se différencient clairement de la manière dont Pegida aborde le problème. Dans des cas semblables, la gauche politique devrait parfois écouter avec attention avant d'accuser les gens d'être des fascistes.

L'hégémonie de la droite politique dans certaines régions est fondée sur l'insécurité sociale, qui ne vient pas seulement de la crainte de pertes matérielles. L'accroissement de la concurrence capitaliste dissout aussi les réseaux familiaux et l'environnement social dans lequel chacun vit. Il est évident qu'il faut définir une « ligne de démarcation antifasciste » en réponse à l'hégémonie culturelle de la droite politique – mais une « lutte culturelle » ne suffit pas. Il nous faut développer d'autres idées sur la manière d'articuler nos actions aux antagonismes sociaux. L'arrivée massive de réfugiés nous met dans une meilleure position pour le faire que ce n'était le cas ces dernières années.

Nous pouvons nous saisir des questions soulevées par les réfugiés et en faire de nouveau des questions publiques, communes, sociales. La gauche radicale peut aussi soutenir les luttes des migrants en aidant à dépasser les frontières entre les communautés – des cours de langue auto-organisés peuvent être utiles de ce point de vue. La résistance contre les expulsions et pour le droit de résidence est une condition préalable au développement des luttes – et ici nous ne pensons pas tant aux décisions légales qu'à la résistance pratique contre la répression, la surveillance policière, les rafles dans les villes et sur les lieux de travail.

Chaque fois que nous soutiendrons les réfugiés, nous serons confrontés à l'Etat – selon la situation, il fera des offres d'intégration ou attaquera de manière répressive. Nous ne pourrons nous opposer à la fois aux deux aspects de cette alternative que si nous partons des conditions de la classe ouvrière tout entière – et s'il est parfaitement clair pour nous que nous ne voulons pas être intégrés à l'Etat.

(traduit de la version anglaise par C. E.)

http://www.educol.net/

DANS LES PUBLICATIONS

Femmes sans papiers

◆ *Cinq histoires de femmes « sans papiers »* d'Amalia Alvarez, Textes et dessins, éd.Ni patrie ni frontières (Yves Coleman (sans autre mention),10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris).

Grève dans un Franprix

◆ « Franprix : la grève paie », dans *Alternative libertaire* n° 263 (juillet-août 2012). Des contacts entre des syndicalistes de Sud et huit caissières d'un Franprix à Saint-Denis (93) aboutissent, d'abord à des actions en justice pour la reconnaissance du syndicat et des revendications puis, devant le peu d'avancement des dossiers aux prud'hommes, et à l'initiative des employées selon *AL*, une grève. Banderoles, pétition, caisse de solidarité, manif de 70 personnes (au moment des cortèges contre la loi el-Khomri) « tout a été fait pour créer de la visibilité », et la direction cède sur l'augmentation des heures travaillées le dimanche, le remplacement des arrêts maladies et des négociations sur les salaires... Pas grand-chose et, comme l'écrit *AL*, « il s'agit de rester vigilant face à la répression ». Que se passera-t-il quand le franchisé décidera de licencier une à une les caissières et que les syndicalistes de l'UL ne seront plus autant mobilisés ?

Climat

◆ « Face aux deux défis : le nucléaire et le réchauffement climatique », « Des moments des Nuits debout aux initiatives d'Arbres debout », « COP 21,1 et COP 21,2 sur le climat, pas à Paris mais localement ». Pour ces trois documents, copies à *Echanges*.

Capitalisme vert

◆ « Ouarzazate, le triomphe du capitalisme "vert" et la privatisation de la nature », dans *Courant alternatif* n° 262 (été 2016). Version intégrale sur http://www.cadtm.org/l

« (...) La crise climatique (...) n'est pas attribuable aux combustibles fossiles en soi, mais plutôt à leur utilisation non durable et nuisible pour alimenter la machine capitaliste. En d'autres termes, c'est le capitalisme qui est la cause et si nous voulons être sérieux dans notre lutte contre la crise climatique (qui n'est que l'un des aspects de la crise du capitalisme), nous ne pouvons pas éluder la question d'un changement radical (...). Le fait que le projet d'énergie solaire concentrée (ESC) de Ouarzazate implique l'acquisition de 3000 hectares de terres collectives pour produire de l'énergie, dont une partie sera exportée vers l'Europe, conduit directement à la notion d'accaparement vert ».

Nucléaire

◆ Dans *Sortir du nucléaire* n° 69 (mai 2016), outre la diversité des informations habituelles » sur les faits et méfaits du nucléaire, « Uruguay, un pays où 95 % de l'électricité est renouvelable ».

Gaza

◆ « Dix-huit jours dans la cage de Gaza », de Sarah Katz et Pierre Stamboul, dans *Courant alternatif* n° 262 (été 2016) et sur le site de l'Union juive française pour la paix (www.ujfp.org/spip.php?article5060&lang=fr) et « Gaza enfermée, Gaza oubliée », des mêmes auteurs, dans *Alternative libertaire* n° 263 (juillet-août 2016).

◆ Campagne pour la construction d'un château d'eau. Il reste moins de 100 km² de terres cultivées à Gaza, 65 000 moutons, 4 000 vaches. Le village de Khuza'a appelle à la solidarité pour un projet de stockage en hauteur, qui rendrait l'eau disponible au bon moment (www.ujfp.org/spip.php?article5069).

A propos du GCI et de la revue « Communisme »

De info@gci-icg.org (12 juil. 2016)
Aux camarades et lecteurs d'Echanges.

A l'occasion de l'envoi de notre dernière revue *Communisme* en français (n°67, « Contre la démocratie et les guerres impérialistes » – voir ici p. 56), une mise au point nous semble nécessaire dans vos pages, dont nous sommes par ailleurs des lecteurs intéressés et attentifs.

Notre précédente revue en français (*Communisme* n°66, « Le léninisme contre la révolution », 2e partie) avait été chroniquée plutôt favorablement dans votre n° 150 de l'hiver 2014-2015 (p.65). Dans la même rubrique « Dans les publications/théorie » toutefois, un sort nettement moins enviable était réservé à notre revue en espagnol *Comunismo* n° 64 (« Comunidad de lucha y partido »). Le titre même de la chronique, « Programmatisme » (p. 67), dénotait déjà une pensée par cases idéologiques qui ne laissait rien présager de très glorieux. En matières de cases, nous avons l'habitude, depuis les débuts de notre groupe, d'être rangés parmi les « constructeurs de parti » par les adeptes de l'anarchisme ou du conseillisme, et d'être considérés comme « anarchistes » et « anti-parti » par les adeptes du léninisme, sous ses diverses variantes. Inévitablement, les ruptures historiques avec la social-démocratie, constitutives de notre petit groupe, sont souvent lues à travers les catégories et représentations social-démocrates que nous critiquons, et ce sur tous les aspects centraux de la lutte révolutionnaire, tels que nous essayons de les synthétiser au fil des années dans nos revues (sur les classes, le parti, la communauté de lutte, l'insurrection, l'attaque de la valorisation capitaliste, le communisme, sans même parler de la « diabolique » dictature du prolétariat).

La chronique d'*Echanges* sur notre contribution (en espagnol, jusqu'à présent) au sujet de la communauté de lutte et du parti relève malheureusement de ce travers interprétatif déformant. Elle nous prête en effet de confondre (ou de vouloir concilier) « autonomie organisationnelle de la classe ouvrière » et « soumission de la classe ouvrière à une élite organisée par un parti-je-sais-tout » *(sic)*, le tout dans « le jargon bordiguiste, ce superléninisme » (encore une petite case commode pour nous ranger vite fait, c'est un classique). Enfin, « in cauda venenum » : « Les fractions nationales du GCI ont semble-t-il des difficultés à évoluer au même rythme », et ça c'est le pompon. Qu'une revue comme la vôtre qui n'enferme justement pas les luttes dans les frontières nationales puisse prétendre que notre activité internationaliste (en différentes langues) serait l'œuvre de « fractions nationales », voilà qui ne relève pas seulement d'une méconnaissance de nos publications (pourtant suivies dans votre revue) mais aussi d'une désinvolture ostensiblement dénigrante.

Rappelons que notre critique du léninisme (parue en français en 2012 et 2014) dont *Echanges* attribue le contenu à l'une de nos « fractions nationales » (française ? francophone ?) avait en fait d'abord été publiée... en espagnol (en 2006 et 2007). Quant à notre texte sur la communauté de lutte et le parti, texte interne à l'origine, discuté dans plusieurs langues,

son contenu n'est en rien en porte-à-faux avec notre critique radicale de la conception social-démocrate et léniniste du parti. Ce texte ne manquera d'ailleurs pas d'être également publié dans l'une de nos prochaines revues en français.

Si la formulation de nos positions et analyses peut parfois connaître des adaptations formelles (dans le sens de la renforcer, visons-nous) d'une publication et d'une langue à l'autre, au gré aussi des clarifications suscitées par les échanges autour de nos revues, elles n'en demeurent pas moins, avant tout, les expressions d'une même activité, d'un même contenu. Nous prêter des clivages politiques (et des « évolutions » politiques divergentes) à base linguistique, cristallisés en prétendues « fractions nationales », est un bien étrange et pas très scrupuleux procès de votre part.

En vous remerciant d'avoir publié cette mise au point, avec nos salutations révolutionnaires,

le Groupe Communiste Internationaliste
(à l'unanimité de ses diverses fractions apatrides !).

Réponse (8 août 2016)

J'ai recensé deux publications du Groupe communiste internationaliste (GCI): le n°66 (octobre 2014) de *Communisme* et le n°64 (décembre 2014) de *Comunismo,* dans le n°150 (hiver 2014-2015) d'Echanges, p.67-68.

Le GCI s'élève contre le compte rendu de lecture de *Comunismo. S*es reproches portent principalement sur une « pensée par cases idéologiques » (le titre est du camarade qui met en pages) et une « désinvolture ostensiblement dénigrante » parce que j'aurais prétendu que l'activité internationaliste du GCI serait l'œuvre de fractions nationales.

Ni moi, ni notre groupe Echanges ne pratiquons le dénigrement des autres groupes ; ne sommes-nous pas une des seules publications en français qui rend compte d'un large éventail de revues francophones et étrangères ? Par essence, nous essayons dans la mesure de nos moyens de donner la plus grande publicité possible aux luttes des classes laborieuses dans le monde et accessoirement aux groupes qui suivent le même but que nous par d'autres chemins. Personnellement, dans mes critiques je ne prononce pas d'arrêts. Tout comme les autres membres d'Echanges, je recherche la discussion utile.

Il est faux, ainsi qu'on l'a souvent reproché à Echanges, de croire que notre activité théorique (qui n'est pas du conseillisme) se limiterait à enregistrer les luttes ou les articles que nous recensons. Nous donnons évidemment notre opinion, comme chaque groupe le fait même s'il n'en a pas conscience.

L'internationalisme que le GCI revendique hautement n'est-il pas constitué de fractionnements par nations ? Le terme « internatio-

nal » le dit sans fard. Le GCI n'écrit-il pas que « la formulation de nos positions et analyses peut parfois connaître des adaptations formelles (...) d'une publication et d'une langue à l'autre » ? « Dans le sens de la renforcer » qui vient entre parenthèses n'empêche : les frontières existent depuis plusieurs siècles et des façons d'être et d'agir se sont créées dans leur intérieur. Cela n'empêche pas l'internationalisme mais le rend un peu plus complexe que ne le voudraient certains européo-centristes et même des prêcheurs de quelques pays européens soi-disant plus avancés que d'autres.

Seul un parti monolithique peut prétendre à ce que tous ses membres soient taillés dans un moule identique. Ce qui nous ramène à Lénine qui écrivait, dans *Que faire ?*, que les ouvriers sont des crétins qu'une avant-garde intellectuelle social-démocrate (le mot n'avait pas encore acquis son statut d'injure suprême en 1901-1902) organisée en parti devait mener au combat. En définitive, le léninisme se résume à cela. Il n'y a rien d'autre dans les écrits de Lénine. Aucune avancée théorique ; une pratique du coup d'Etat par le nivellement, une manière de conserver le pouvoir en maintenant les humains en troupeaux. La soumision du plus grand nombre érigée en vertu. Les masses jouent un rôle considérable dans les sociétés depuis l'avènement des révolutions bourgeoises et de la démocratie représentative. Le léninisme a réglé la question de l'action largement inconsciente des masses et de l'activité peu ou prou consciente des individus par une profession de foi dans la suprématie de la conscience de quelques individus se substituant à la classe ouvrière, contre elle.

On a vu ce que la mise en commun des moyens de production, en fait leur appropriation par l'Etat, et la pénalisation de la vie quotidienne, que recouvre le terme de communisme, ont fait des travailleurs.

Ma note sur *Comunismo* signalait simplement que la rupture théorique avec le léninisme qu'annnonçaient les textes parus dans les nos 64 (décembre 2012) et 66 de la revue en français me semblait ne pas s'accompagner d'une rupture similaire dans la pratique du GCI. Le courrier du GCI ne répond pas à cette question qui était au centre de ma recension. La discussion reste ouverte entre tenants d'une organisation des travailleurs et tenants d'une organisation séparée de la classe.

J.-P. V.

Lire « Le Capital »

D'une camarade de Charente (mai 2016)

Pour Marx, tu as bien sûr raison de ne pas y chercher une Bible, comme font certains. Par exemple à la réunion au Rémouleur, il y avait plusieurs jeunes femmes qui avaient l'air de prendre le texte du *Capital* pour un texte sacré, j'ai trouvé ça bizarre, et surtout complètement stérile. Par contre je trouve que ça vaut la peine de le lire d'un bout à l'autre d'une manière suivie, parce qu'il y a une grande cohérence dans l'analyse. En tout cas je comprends beaucoup mieux maintenant que je fais ça (j'en suis à la moitié du livre I).

Mais ce qui manque souvent aux gens qui citent *Le Capital* comme une Bible, c'est cette capacité qu'avait au contraire Marx au plus haut point d'utiliser ses analyses théoriques pour éclairer la réalité sociale et économique de son temps. C'est plus difficile que de coller des citations

C. E.

Réponse (mai 2016)

Le Capital, je ne l'ai jamais lu d'une seule traite mais seulement par morceaux. Pour moi

ce n'est pas une Bible, contrairement à certains pour qui c'est comme la Thora pour les juifs ou le Nouveau Testament pour les chrétiens. Pour moi, c'est un ouvrage de référence auquel je me reporte souvent pour savoir ce que Marx disait sur un point précis et je puis éventuellement adopter son point de vue mais sans citer – sauf exceptionnellement –. Du coup par coup en quelque sorte. Pour ce faire, l'édition de la « Bibliothèque de la Pléiade » est précieuse avec ses index divers très détaillés. Quand Marx disait « Je ne suis pas marxiste » il exprimait par là que sa pensée n'était pas fixée dans une vulgate quelconque et qu'elle pouvait évoluer, à la fois par l'approfondissement d'une question et (surtout) par l'évolution d'un système qui, comme tout ce qui vit sur cette Terre, n'est jamais statique. Je crois que ça reste essentiel, pas dans le sens que beaucoup accordent à la lettre mais dans la méthode d'analyse, de chercher, dans toute situation, en quoi les réalités économiques conditionnent les réalités sociales et politiques et interagissent avec elles.

Quant aux difficultés de lecture, elles peuvent exister d'autant plus que bien souvent il ne s'agissait que de projets non définitifs donc parfois assez vagues, mais les marxistes érigent en dogme ce qui n'était qu'une étape dans une réflexion ; je crois qu'on doit aussi regarder que dans un ouvrage écrit il y a cent cinquante ans (et sur toute une période dans laquelle sa pensée a évolué) à un moment du développement capitaliste, les situations et les mots eux-mêmes peuvent avoir un sens très relatif (même si l'on peut voir que la réflexion de Marx sur les fondamentaux du système et ses conclusions sur l'évolution du capital sont particulièrement prémonitoires quant à la situation présente). Eternelle discussion à reprendre si tu en juges ainsi.

H. S.

La Foire aux ânes

De la même camarade de Charente (6 juillet 2016)

...Je voulais voir à quoi ça ressemblait, mais dans l'ensemble les textes du bulletin *Négatif* sont trop situationnistes pour moi...

Par contre je viens de lire une petite brochure d'un certain Gaston Britel, *La Foire aux ânes, ou de l'abolition du salariat* (1951, mais ce type militait déjà avant-guerre) qui comporte de bons passages. C'est plus simple et plus direct que bien des pages de théorie de la valeur, mais à mon avis ça suffit ! Par exemple :

> « La "valeur" tue la révolution. Le maintien de la valeur, des prix et des salaires par une société socialiste ou syndicaliste, entraîne la création et le coût d'une bureaucratie d'autant plus importante que la volonté des travailleurs, constituant "théoriquement" l'Etat, s'y prêterait moins. (...) Toute échelle des salaires signifie donc : hiérarchie économique, hiérarchie des classes. (...) Il serait vain de vouloir supprimer la valeur, les prix et les salaires sans supprimer l'Etat, car la hiérarchie des fonctions est la colonne vertébrale de toute administration étatiste. Et le comble de l'inconséquence serait de vouloir supprimer l'Etat, tout en voulant conserver la rétribution selon le mérite, c'est-à-dire : une hiérarchie sociale et administrative. (...) En résumé, il

est matériellement impossible de passer du régime du salariat à celui du non-salariat sans abolir la valeur, les prix et... l'Etat. La distribution gratuite des richesses est donc la condition première de toute révolution sociale. »

Ici je continue à aller souvent à A. pour l'association d'aide aux sans-papiers. Je suis parfois mal à l'aise avec le « citoyennisme » de la plupart des autres membres, mais c'est toujours intéressant de faire de nouvelles expériences. Je vais diffuser le bulletin *La Voix des sans-papiers* qui donne un autre son de cloche. On verra si ça en intéresse certains. Une limite, c'est qu'il n'y a pas de lien avec la question de l'exploitation dans le travail (on a un syndicaliste CFDT à la retraite, qui fait aussi partie d'Amnesty International, mais il est assez fumeux à mon avis...).

C. E.

Militants et agitateurs

D'un camarade expatrié dans un pays du monde au régime autoritaire (mai 2016)

Je commence à m'approcher d'un micro-groupe d'ouvriers *[qui]* publient un journal dans leur langue. Ils viennent de rentrer des Etats-Unis où ils faisaient un tour en interviewant des ouvriers militants là-bas. Je ne sais pas si tu en as eu des échos. Au quotidien, ce qu'ils font c'est aller travailler dans les usines avec le but de s'organiser et s'éduquer dedans.

Alors ils font une récolte des témoignages des expériences similaires afin d'y réfléchir eux-mêmes et les font transcrire ou traduire pour les diffuser auprès des ouvriers tant que possible. En fait ne je connais que peu l'histoire de ta jeunesse, si tu faisais des actions comparables (par exemple te faire embaucher dans une industrie "clé" dans le but d'organiser *[les ouvriers]*. As-tu publié des textes sur de telles expériences, ou serais-tu prêt à te faire interviewer sur le sujet par un copain à Paris?

Et aussi : si tu connais d'autres personnes qui pourraient éclairer, partager ou critiquer des actions de ce genre.

Quant à moi je me prépare à monter une école du soir de cours d'anglais pour les ouvriers en septembre. Il est toujours fort possible que le projet tombe à l'eau mais je m'y mets.

Réponse

Avant de répondre aux questions que tu poses, je dois souligner qu'à celles-ci, il n'y a pas de réponse unique et que, d'une part les situations des relations de travail dans un pays défini définissent des réponses différentes pas forcément adaptables dans un autre pays, et d'autre part il s'agit de situations mouvantes, tant avec l'évolution économique et structurelle qu'avec la lutte de classe.

A mon avis, les questions que tu abordes sont des questions centrales dans la lutte de classe, et plus précisément sur le rôle du militant dans toute lutte et même au-delà sur la question de l'autonomie des luttes.

Sur le militant lui-même, je distinguerais schématiquement deux catégories de militants d'entreprise :

1/ ceux qui sont issus du rang, des travailleurs ordinaires de l'entreprise. Ils sont entrés dans telle entreprise en fonction de leur qualification, simplement parce qu'ils cherchaient un travail pour vivre, sans a priori syndical ou politique. Ils n'ont pas choisi la condition de prolétaire, c'est pour eux la seule voie tout simplement pour « gagner sa vie ». L'adhésion à un syndicat et leur participation à une lutte est un choix personnel lié à des facteurs personnels et matériels. En tant que simple membre d'un syndicat, ils peuvent prendre des responsabilités tant dans la sec-

tion syndicale de l'entreprise, que dans les organes représentatifs de l'entreprise (délégués du personnel et/ou comités d'entreprise) ou lors d'une lutte précise (par exemple dans un comité de grève). Mais une lutte précise peut tout autant amener un travailleur même non syndiqué à jouer un rôle important sans avoir un passé militant.

Ce que je viens de décrire fut à peu près mon itinéraire militant d'entreprise. Je n'ai jamais fait état de mes appartenances à des groupes politiques, encore moins fait de la propagande pour ces groupes. C'est la CGT qui révéla mon appartenance à Socialisme ou Barbarie dans un tract ; c'est aussi un employé qui m'a dit un jour qu'il avait trouvé un bulletin intéressant, *ICO,* sans soupçonner que j'en étais un des animateurs. En d'autres termes, je n'ai jamais été celui qui était entré dans la boîte pour « organiser » quoi que ce soit – mais il est tout aussi évident que la fréquentation d'un groupe politique m'aidait dans cette activité de militant d'entreprise.

2/ Les tentatives d'organiser les travailleurs d'une entreprise syndicalement ou à travers l'affiliation syndicale pour un parti sont totalement différentes, même si un militant issu du rang peut éventuellement devenir celui d'un groupe ou parti adoptant une « ligne » d'action définie de l'extérieur. Ces tentatives peuvent différer grandement selon le cadre légal des relations de travail.

Un exemple est donné par les Etats-Unis, où le syndicat n'a aucune place dans une entreprise tant qu'un vote majoritaire ne lui a pas assuré la représentativité et fait de lui le seul interlocuteur de la direction pour discuter les conditions de travail. Faire entrer un militant dans une entreprise sans syndicat est toujours possible mais ses possibilités d'action sont particulièrement limitées. C'est la raison pour laquelle les syndicats ont des « organisateurs » qui, de l'extérieur, établissent des contacts avec les travailleurs de l'entreprise pour aboutir à la formation d'une section locale et à un vote pouvant donner au syndicat droit de cité dans l'entreprise.

Un autre exemple peut être donné pour la France. Contrairement aux Etats-Unis, les syndicats disposent d'un large pouvoir légal et d'une possibilité de participer à tout ce qui concerne les relations de travail (délégués du personnel et comités d'entreprise). Tout militant qui se fait embaucher dans une entreprise pour faire de l'agitation et tenter de trouver des adeptes à sa ligne politique et à son organisation politique est pratiquement contraint d'utiliser ces canaux syndicaux pour accomplir ce pourquoi il a fait ce choix. Depuis longtemps, cette pratique a un nom « l'entrisme » et a été pratiqué par tous les partis communiste, trotskystes et autres. Post 1968, les maos de la Gauche prolétarienne ont développé cette pratique et on parlait alors « d'établis ». S'ils sont des clandestins quant à leur appartenance, celle-ci ne tarde pas à se révéler et même s'ils n'apparaissent pas toujours comme tels, cela devient un secret de polichinelle. Aujourd'hui, les champions de « l'entrisme » sont les militants de Lutte Ouvrière qui ont colonisé les échelons intermédiaires de la CGT. Le système français autorise même, lorsque des entristes ont gagné une certaine audience, l'expulsion de tendances qui alors forment un nouveau syndicat qui doit gagner sa « représentativité » (c'est ainsi que sont nés les syndicats SUD issus au départ de la CFDT). Dans tout ce système, le seul risque pour le militant, qu'il soit issu de l'intérieur ou venu de l'extérieur est de se faire sanctionner par un licenciement et l'inscription sur la liste rouge patronale. Les sanctions judiciaires et pénales sont rares et seulement lorsque dans une grève des actes de violence physique ou des dégâts matériels permettent d'incriminer des militants.

En fait, même si en apparence le militant issu du rang et le militant « entriste » peuvent œuvrer dans le même sens, de grandes différences existent quant à leur action et quant à leur position de militant . Le militant issu du rang sera beaucoup plus soucieux des intérêts de ceux qui luttent avec lui parce qu'il est dans la même situation, ce qui se traduit souvent par une stratégie différente ; de plus en cas de licenciement pour son activité, les incidences sur sa vie et son futur professionnel peuvent être beaucoup plus catastrophiques. Le militant « professionnel », « l'entriste » se souciera dans son action de la politique de son organisation c'est-à-dire adoptera une stratégie extérieure (personnellement, dans mon action je me suis souvent heurté au militant « entriste « de Lutte Ouvrière qui appliquait les « recettes » de son organisation). De plus, le militant « entriste » a d'une certaine façon ses arrières assurés en ce sens qu'en cas de licenciement il aura le soutien de son organisation qui l'utilisera à d'autres tâches militantes. C'était même caricatural pour les maos de la GO qui étaient souvent issus de milieux bourgeois et de surcroît universitaires, leurs arrières étaient bien assurés. Pour répondre plus directement à ta question, je n'ai rien à dire sur une expérience « d'entriste » car je ne l'ai jamais été ; au contraire, comme je viens de le dire j'ai dû affronter des « entristes » ; ce serait aussi une longue histoire.

Ce que tu dis des possibilités pour un militant de s'embaucher dans un entreprise locale pour y faire un travail d'organisation (quelle forme d'organisation, dans quel but et quel lien avec des interventions étrangères notamment des Etats-Unis) pourrait s'apparenter aux « organisateurs » américains, ou aux « entristes » français. Mais la comparaison s'arrête là. Je crois que vu le contrôle strict par le gouvernement local, via un syndicat officiel et un appareil interne répressif, un militant ne peut que constituer un réseau clandestin et se trouve dans toute lutte menacé d'être découvert. Ce que l'on sait parfois des luttes, ce sont les sanctions sévères qui frappe les supposés leaders qui peuvent être tout autant des militants de l'intérieur ou des « entristes ». Ce n'est pas seulement le licenciement mais souvent la prison ou autres sanctions d'autant plus sévères s'il apparaît qu'il existe un lien avec une organisation quelconque. Il serait fort utile si tu pouvais en savoir plus sur cette question et comment s'organisent les luttes car la plus grosse partie des informations touchent ce qui se déroule à l'extérieur de l'usine (manifestations, bagarres avec les flics, répression de militants) et rien sur la manière dont tout s'est ou a été organisé. Les plus récents mouvements dans certains pays ont montré que des mouvements de lutte pouvaient s'étendre à une grande échelle. Comment ? Comme tu l'écris, dans ce domaine des luttes, les choses sont en évolution et des actions peuvent être plus tolérées aujourd'hui alors qu'elles étaient sévèrement réprimées auparavant

Il y a des textes sur mon expérience de lutte dans la boîte où j'ai travaillé pendant vingt-six ans avant d'en être licencié pour « faute grave » (la séquestration d'un comité d'entreprise). Un long article sur un mouvement de 1955 que j'avais écrit pour *Socialisme ou barbarie* a été republié en brochure, d'autres articles sont enterrés dans les pages d'*ICO*. Une partie concernant mai 68 est dans

la brochure collective d'ICO sur mai. Il y a eu aussi des polémiques sur le « militant » autour des différenciations que je viens de soulever. Je n'ai jamais eu le temps d'écrire quoi que ce soit sur mon expérience globale de militant d'entreprise (pendant près de vingt ans, il y a eu, après mon expulsion de la CGT,un noyau fluctuant d'oppositionnels de ce syndicat avec des réunions hebdomadaires et un bulletin d'entreprise).

Bien sûr que je puis rencontrer quiconque pour discuter de tout ceci ; tu peux communiquer mon adresse courriel pour tout contact.

Les camarades encore vivants que je connais ont tous suivi un itinéraire semblable au mien et ne furent jamais des « entristes ».

Un dernier point. Je ne connais pas ce journal publié je pense en langue locale. Mais je me méfie toujours un peu des nationaux allant faire un tour aux Etats-Unis et des contacts qu'ils peuvent y prendre. L'histoire récente est pleine de ces machines de guerre déstabilisatrices montées par les Etats-Unis via leurs syndicats ou autres organisations ad hoc profitant des situations de crise dans tel ou tel Etat. La politique des gouvernements américains a toujours été en partie de se servir des canaux syndicaux pour tenter de déstabiliser les économies ou les politiques des pays concurrents (exemple pour la France la scission de la CGT pour former Force Ouvrière en 1947) et affaiblir ainsi l'influence du PC donc de l'URSS dans la guerre froide. Question de se documenter sur les luttes ouvrières, l'Europe est beaucoup plus riche que les Etats-Unis, alors pourquoi ces voyages aux Etats-Unis ?

Un conseil certainement superflu : fais attention, dans tes tentatives d'organiser quoi que ce soit, d'éviter quoi que ce soit qui pourrait paraître être un relais d'opposition. Toi, tu ne risques que l'expulsion mais les nationaux que tu aurais ainsi contacté risqueraient beaucoup plus. Toujours ce même dilemme que j'ai évoqué.

H. S.

Les forces de destruction

D'un camarade de Lyon (mi 2016)

*Nous avons reçu de ce camarade un long texte critique sur deux articles du n°154 d'*Echanges *:*

– sur le texte « La guerre mondialisée » (p. 3) de P. Mattick Jr, traduit de la revue en ligne Brookyn Rail *(décembre 2015). ;*

– sur le texte « L'industrie du migrant »

Voici quelques lignes de critique du premier texte auxquelles il appartient éventuellement à l'auteur de répondre :

On pourrait ajouter que l'essor des mouvements terroristes djihadistes est dû en partie à la faiblesse de la lutte des classes et à l'absence d'une organisation communiste révolutionnaire internationale. Je n'ai pas oublié que Lénine appelait les peuples opprimés d'Orient au djihâd contre les impérialismes occidentaux (p 6) ;

– au Moyen-Age, en Europe correspondait l'âge d'or de l'islam partant à la conquête du monde (Vienne, Istanbul, Cordoue, Poitiers (note 3) (p. 7) ;

– « la misère qui se cache derrière le djihad mondial » : les kamikazes ne sont pas tous des prolétaires au chômage (p. 7) ;

– la phrase « les forces entravant le système mondial dépassent la force même de ses éléments les plus forts » me fait penser à ce qui est écrit dans le programme de transition de Trotski disant que les forces de production ont cessé de croître alors que les forces de destruction sont en pleine croissance (p. 7).

G. D.

La critique du texte « L'industrie du migrant » (p. 11), sur sept pages, depuis le moindre détail à des considérations plus générales, a nécessité une réponse de cinq pages. Son intérêt tout relatif autant que la longueur de cet échange en rend difficile la publication dans *Echanges*. Nous en adressons la copie à tout intéressé (sur papier ou par courriel).

H. S.

Concorde nationale et politique coloniale

Courriel (avril 2016)

En lien avec l'actualité en Irak : « Sunnites et chiites en Irak, du mandat Britannique à la guerre Iran-Irak – Les clés du Moyen-Orient» (www.lesclesdumoyenorient.fr/Irak.html):

un article clair et sans bavure qui explique bien que la situation actuelle n'est que la conséquence de multiples facteurs historiques exprimés depuis le début du siècle dernier et qui nous reviennent maintenant en pleine gueule tel un boomerang. Les Britanniques puis les Américains s'étaient appuyés sur les musulmans sunnites, une forme confessionnelle (laïcité ; Etat-nation) qui leur permettait de mieux asseoir leur domination coloniale que la forme chiite ; la dernière occupation américaine de 2003-2008, après l'éviction de la dictature de Saddam Hussein, n'a fait que permettre la revanche des Chiites favorisant la contre-réaction des Sunnites et la formation de l'Etat Islamique en 2014. Les Américains et leurs alliés occidentaux ont de ce point de vue une lourde responsabilité en n'ayant pas favorisé l'instauration d'un Etat multiconfessionnel, échec patent que l'on peut aussi constater dans la gestion de la question palestinienne puis israélienne ainsi que dans la plupart des pays africains où Al Qaïda s'est implantée.

Défendre l'esprit de concorde nationale avec un deuil de trois jours, ce serait accepter de légitimer toute cette politique coloniale, accepter de la pérenniser dans la violence et le chaos en mettant sous le boisseau les revendications légitimes des classes laborieuses.

Ph. de Chatillon

Les carences de Pôle emploi »

Courrier à Mme Nathalie Jouquan, Pôle emploi Paris-Ney (28 décembre 2015)

(...) Le 8 décembre 2015, je découvrais dans *Le Monde* daté du 9 un article intitulé « A Pôle emploi, les mots-clés restent "préparation" et "accompagnement" » (p. 7) où je notais ces quelques déclarations de vous, directrice de l'agence Pôle emploi Paris Ney, Paris XVIIIe : les conseillers de Pôle emploi s'attachent tous à « identifier les employeurs, préparer les candidats et monter des rendez-vous entre les deux » et le quotidien d'une agence Pôle emploi démontre qu'« en Ile-de-France, offres et demandes ne correspondent pas toujours ». Dans le même article, je lisais que des recruteurs, M. Gilles Peillon et Mme Véronique Martini, se plaignaient que les chômeurs et chômeuses convoqués à l'agence du boulevard Ney pour satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre ne s'étaient en majorité pas présentés.

Puisque vous avez choisi, vous-même et les deux personnes citées, de livrer vos mots à la publicité, je veux dans ce courrier les confronter à l'action de l'agence dont vous revendiquez hautement être responsable parce

qu'il se trouve que ma compagne a eu à faire avec ladite agence de Pôle emploi et que je peux par conséquent faire état d'un cas particulier que je connais bien dont il me semble qu'il résume parfaitement la situation générale des chômeurs en France.

Je ne donne aucun nom dans cette lettre autre que les trois précédents, ceux-ci étant imprimés dans un journal. Ma compagne et moi avons d'ailleurs appris votre nom à cette occasion, les courriers, peu abondants il est vrai, qu'elle a reçus en provenance de votre agence lorsqu'elle se trouvait y avoir à faire ne comportant en guise de signature que cette formule finale délicieusement anonyme : « le Directeur de l'agence ».

Je ne donne aucun nom parce que je ne suis pas un délateur, que cette missive est rédigée par moi seul et que, comme je l'ai écrit plus haut, je veux tenter de montrer en quoi le cas particulier de ma compagne est représentatif d'une situation plus générale des chômeurs en France et de leur prise en charge par Pôle emploi. En outre, bien qu'ayant fait lire ce papier à ma compagne, elle n'en est aucunement responsable, et je ne lui ai pas demandé son accord ni sa signature pour le rédiger. N'en déduisez cependant pas que j'inventerais tout ce qui va suivre. Je peux en faire la preuve à tout moment.

Voici, bièvement résumé, le parcours de ma compagne dans l'agence Pôle emploi du boulevard Ney : pendant une année, entre 2014 et 2015, elle a été inscrite dans votre agence sous Contrat de sécurisation professionnelle (CSP) après la faillite de l'entreprise où elle travaillait ; puis comme simple demandeuse d'emploi. Elle a alors cherché à bénéficier de l'allocation d'Aide au retour à l'emploi (ARE) qui lui a été refusée par un courrier estampillé, non signé nominalement, par « le Directeur de l'agence » en juillet 2015. En septembre, elle demandait à bénéficier de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ; elle aussi refusée.

Le CSP garantit, si j'ai bien compris, un suivi régulier du demandeur par un conseiller, ou une conseillère, un suivi généralement confié à des sous-traitants de Pôle emploi. Ma compagne n'a rencontré sur un an comme conseillers qu'une première fois un homme au début, puis trois ou quatre fois une femme vers la fin. Qui ne l'ont nullement conseillée ni aidée à retrouver du travail ; la femme étant allée jusqu'à lui demander avec insistance de signer une liste d'émargement à des rendez-vous fictifs, ce que ma compagne a évidemment refusé. Tout le monde sait, je présume que vous n'êtes pas dupe, que ces sous-traitants ne font qu'encaisser de l'argent public pour un résultat nul.

Quant aux conseillers de votre agence, on lui en a affecté plusieurs qui ne l'ont non plus jamais conseillée ni aidée à retrouver un emploi. Sans compter qu'ils furent tous plus éphémères et fantômatiques les uns que les autres. Il va sans dire qu'elle n'a jamais subi aucun de ces tests d'évaluation de ses compétences ni aucune de ces mises en relation avec un employeur potentiel dont le journaliste et vous-même faites des gorges chaudes. A chaque fois qu'elle s'est indignée de ce manque de soutien, par courriers et courriels, auprès de ce fameux « Directeur de l'agence » que je suppose maintenant être vous, elle s'est vu répondre par un sempiternel « votre dossier ne nous est pas parvenu », et nous avons abandonné toute idée de décompter les fois où elle a dû renvoyer des dossiers.

Elle n'est pourtant pas restée inactive, a travaillé en contrat à durée déterminée (CDD) en décembre 2014, les heures que lui autorisait le CSP, a suivi un stage non rémunéré, conventionné avec votre agence après avoir bataillé pour obtenir cette convention, en avril-mai 2015, enfin a suivi une formation diplômante

du début août à la moitié de ce mois de décembre. Et bien qu'elle ait demandé à l'agence Pôle emploi du boulevard Ney d'en financer au moins une partie, elle n'a obtenu aucune réponse, ni un oui ni un non ne serait-ce que par courtoisie, de l'un ou l'autre de ses soi-disant conseillers dont la valse des noms pourrait presque remplir un Bottin.

Vous comprendrez que je ne veux pas m'étendre sur le titre de l'article du *Monde* cité plus haut, sur cette « préparation » et cet « accompagnement » : ils sont totalement inexistants dans les faits que je viens de mentionner. Quant aux conseillers de Pôle emploi qui s'attacheraient tous à « identifier les employeurs, préparer les candidats et monter des rendez-vous entre les deux » les mêmes faits devraient vous démontrer qu'ils sont tout aussi imaginaires.

Encore une fois, je ne crois pas que la situation soit particulière à ma compagne ; elle affecte de nombreux chômeurs que je connais, pas seulement ceux inscrits à l'agence du boulevard Ney.

Dans ce même article, je lisais que ladite agence dont vous revendiquez être responsable faisait tout son possible pour offrir une chance à ceux qui sont en transition professionnelle grâce à des « entretiens de candidats présélectionnées et briefés *[je passe sans bienveillance sur ce franglais propre à ceux qui ne savent pas parler clairement]* pour le poste par des équipes de Pôle emploi ». Il me semble, là encore, qu'il n'y a pas à démontrer l'inanité d'un tel discours au regard des tribulations de ma compagne, sans aucun doute, je me répète, pas uniques en leur genre.

Les propos des recruteurs, M. Gilles Peillon et Mme Véronique Martini, qui se plaignent que les chômeurs et chômeuses convoqués à l'agence du boulevard Ney pour satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre ne s'étaient en majorité pas présentés, sont affligeants parce qu'ils relancent subliminalement cette antienne que les chômeurs préféreraient l'assistance à toute activité.

Cette antienne exige un commentaire : premièrement, considérant le parcours de ma compagne décrit ci-dessus, je dis mon admiration qu'elle ne se soit pas découragée au vu des embûches semées sur son chemin par votre agence. Une personne moins motivée aurait très vite abandonné la lutte ; ce que font de nombreux chômeurs sans qu'il y ait à les en blâmer. Deuxièmement, M. Peillon cherche des cuisiniers toute l'année payés au Smic, et veut nous donner l'impression qu'il ferait une faveur à cette main-d'œuvre qui devra travailler 35 heures, en cuisine dans une tâche répétitive, pour un salaire de misère. Lui et vous, qui accomplissez un travail de bureau je suppose peu fatiguant physiquement, travailleriez-vous de bon cœur pour un Smic ?

Il y a bien sûr des chômeurs heureux. Mais il y en a beaucoup plus qui ne demandent qu'à travailler, non parce qu'ils aimeraient travail et salaire mais simplement parce que la société leur en impose la nécessité. En cela, Pôle emploi ne les soutient absolument pas. Et si, comme vous le dites si joliment le quotidien d'une agence Pôle emploi démontre qu'« en Ile-de-France, offres et demandes ne correspondent pas toujours », vous devriez vous demander pourquoi.

Je n'attends pas de réponse de votre part ; votre temps est certainement plus précieux que le mien. Si cependant vous voulez me répondre, vous avez mon adresse en tête de ce courrier. Je ne possède ni téléphone portable ni Internet.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations, vous souhaitant de ne pas vous retrouver au chômage et avoir besoin des services de Pôle emploi.

J.-P. V.

DANS LES PUBLICATIONS

Maoïstes

◆ Pour les maoïstes attardés et sourds-muets, un dossier « Le maoïsme, notre arme de combat » dans *Partisan magazine* n° 5 (mai 2016). Dans ce même numéro « Juin 36, grève générale et après ? »

◆ Un contre-poison sur des faits ponctuels de la Révolution culturelle avec une série de six articles dans *Le Monde* (du 26 au 31 juillet 2016).

Mauvaises langues

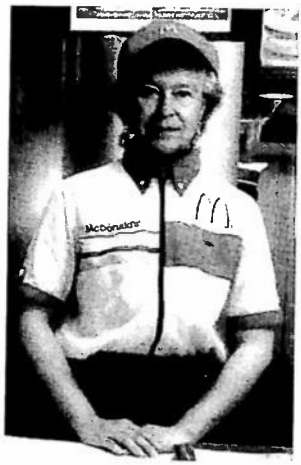
◆ Dans *CQFD* n° 45 (juillet-août 2016) dossier spécial « Mauvaises langues ». Au sommaire : « Glottophobie, une xénophobie qui s'ignore » : la glottophobie, mot créé par le linguiste Philippe Blanchet, interrogé ici, pour désigner le rejet des langues autres que la sienne ; « La maman et la pute vierge » : pour les enfants, les patoisants, les étrangers, l'orthographe et la grammaire du français, mais ausi la neutralisation des accents, relèvent carrément de la maltraitance » ; « Je parle donc tu suis », chronique sur l'usage bureaucratique du langage à la Sécurité sociale ; « La langue est mon territoire », à propos d'un documentaire sur l'émigration et la langue kabyles. «Des "biographies langagières"» : « Se couper d'une langue, c'est amputer un bout de soi » ; « Gherasim Luca, le langage hors la loi » ; reportage : « Comment peut-on parler breton ? » ; « Turquie : petit précis de négation linguistique » ...

Entreprenants

◆ « Les entreprenants sont partout : dans les entreprises mais aussi en dehors » dans *La Gazette de la société et des techniques*, n° 87 (mai 2016) (copie à Echanges).

La révolution industrielle

◆ « Retour sur la révolution industrielle », n° 12 de la série *Notes et morceaux choisis*, de Nicolas Eyguesier et Bertrand Louart, éditions La Lenteur. Présentation de l'éditeur: « Après 1815, se forme une doctrine qui célèbre l'organisation sociale fondée sur les stupéfiantes avancées technologiques : l'industrialisme. Il n'est pas strictement libéral : les saint-simoniens, ancêtres directs du socialisme sont industrialistes, Sismondi, bien que libéral, est anti-industrialiste. Ainsi, l'industrialisme possède deux faces, l'une libérale, l'autre «"organisatrice" (socialiste). Une ambivalence qu'on a aujourd'hui tendance à oublier. »



« N'oubliez pas les banquiers. Réflexions sur la crise au Royaume-Uni», https://angryworkersworld.wordpress.com

Angry Workers

◆ *Angry Workers of the World* (3 Avril 2016) : « Crisis of family and friends : Working class experiences from west London » (angryworkersworld@gmail.com) (en anglais. Copie à Echanges par mail on sur papier) – https://angryworkersworld.wordpress.com/

Migrations

◆ Antithesi (Grèce) : « Tout d'abord, nous aimerions partager un texte intitulé *Vogelfrei, Migration, déportations, capital et son Etat*, que nous avons écrit dans le contexte

d'un nouveau projet politique que nous avons entrepris appelé Antithesi (en grec et en anglais sur notre site http://www.antithesi.gr). »
C'est un texte qui tente une analyse et une critique de la politique de l'Union européenne et l'Etat grec pour le contrôle et le contrôle biologique des migrations et des luttes adéquates qui se sont déroulées à ce sujet l'an passé en Grèce. Signalons en plus des articles de Nicholas de Genova : *Le Régime de la déportation : souveraineté, espace et liberté de mouvement* » (en anglais) et de *Wildcat* « Migration, réfugiés et travail» – traduit en deux parties, dans notre précédent numéro (*Echanges* 155, p. 38) et ici même (p.38), sous le titre « Migration, réfugiés et force de travail »).

Divergences libertaires

◆ *Divergences 2*, revue libertaire internationale en ligne, n°43 (juillet 2016).
Au sommaire : « Tueries. Forcenés et suicidaires à l'ère du capitalisme absolu », de Franco Bérardi (CP), « Pour un boycott actif de l'élection présidentielle. Comité pour un boycott actif de l'élection présidentielle », « Celles de 14. La situation des femmes au temps de la grande boucherie »,d'Hélène Hernandez », « Tourisme arme de destruction massive » de Jean-Paul Loubes (Charles Jacquier), « Science-fiction et religion : Opium du peuple ou choc des civilisations ?» d'Alain Musset », « Modeste contribution», de Jean-Luc Debry, « Barcelone contre ses habitants 1835-1937. Quartiers ouvriers de la révolution », de Chris Ealham (Jean-Pierre Garnier), et des critiques de livres et de films.
http://divergences2.divergences.be/spip.php?article1288

TC 25

◆ Le numéro 25 de *Théorie communiste* contient différents textes regroupés sous le titre « Une séquence particulière », réflexions sur l'évolution de Théorie communiste et ses rapports avec d'autres groupes (dont *Echanges*) ces dernières années.
Théorie Communiste (Roland Simon, BP 17, 84300 Les Vignères)
tc@communisation.net
http://sites.google.com/site/theoriecommuniste/home

Du sectarisme du PCI et de Bordiga

◆ *Pathologie sectaire dans la gauche communiste. De la forteresse assiégée à l'écroulement de la Baliverna*, texte de Philippe Bourrinet sur son blog http://pantopolis.overblog.com/2016/03/
repris par http://www.leftcommunism.org/spip.php?article436
◆ Une réaction d'Espagne à propos du texte *Pathologie sectaire...*
http://pantopolis.overblog.com/2016/04/

Bordiga, Camatte

◆ *(Dis)continuité* n° 42 : ce gros volume contient « Amedeo Bordiga la défaite et les années obscures », par A. Peregalli et S.Saggioro, et différentes annexes dont des textes de James Connolly, ainsi qu'une « contribution à une bibliographie de Jacques Camatte ».
François Bochet, Le Moulin des Chapelles, 87800 Jarnilhac – f.bochet@free.fr

La démocratie et la guerre

◆ Dans le n° 154 d'*Echanges*, p. 8, nous avons recensé le n°65 (décembre 2015) de *Comunismo*, la revue en espagnol du Groupe communiste internationaliste intitulé « Contre la démocratie et les guerres impérialistes ». La version en français est parue dans *Communisme* n° 67 (juin 2016). (Voir notre rubrique « Correspondance », p. 44).
Contacts : BP 33 (sans mention du nom), Anderlecht Au-

tonomie, 6A rue de l'Autonomie, 1070 Bruxelles, Belgique. http://gci-icg.org ou info@ gci-icg.org

Anarchistes égyptiens

◆ « Anarchism in Egypt (before 1916) » dans *KSL* n° 86-87 (mai 2016) (en anglais).

Murray Bookchin et l'écologie sociale

◆ « Murray Bookchin aujourd'hui », rappel des idées de ce penseur libertaire issu du marxisme et remis à la mode par le parti léniniste kurde PKK... Et « L'écologie sociale en débats » (compte rendu des Journées de l'écologie sociale à Lyon en mai), dans *Alternative libertaire* n° 263 (juillet-août 2016).

Passager clandestin

◆ « Le passager clandestin », « une maison d'édition indépendante composée de trois personnes, mais inscrite dans un tissu d'amitiés, de bonnes volontés et de solidarités beaucoup plus vaste ». Tenants de la décroissance (Serge Latouche, Murray Bookchin) ; catalogue (une soixantaine de titres depuis 2007).
contact@lepassagerclandestin.fr
1 rue de l'Eglise 72240, Neuvy-en-Champagne,

Rat rouge aux Pays-Bas

◆ Les Pays-Bas ont entretenu une histoire singulière avec leur (maintenant ex-) reine Beatrix et avec les difficultés à se loger dans les grandes villes, à Amsterdam en premier lieu. Cette histoire singulière a donné naissance aux Provos (1964-1967) et au mouvement des squatters (krakers en néerlandais) dans les années 1980.
Ces mouvements se sont accompagnés d'une intense vie artistique. Black-Star (s)éditions et Le monde à l'envers viennent de commencer à éditer en français, par un tome I, la bande dessinée de Johannes van de Weert, ex-participant au mouvement des krakers, *Les Aventures de Red Rat* (2016) dont quatorze aventures sont parues entre 1980 et 2010 par intermitence en néerlandais. Ce tome I propose une traduction des quatre premières aventures par Willem (Bernard Willem Holtrop), ancien Provo vivant en France, dessinateur pour de nombreuses publications dont *Libération* et *Charlie Hebdo* : « Jour de fête » (qui relate la célébration du couronnement de la reine Beatrix le 30 avril 1980), « Le nouvel appart » (qui raconte la tentative de squat sur l'avenue Prins Hendrikkade à Amsterdam cette même année 1980), « La déception » (qui relate la lutte contre la centrale nucléaire de Dodewaard) et « L'album de famille » (qui évoque la détention préventive de suspects par la police à l'occasion de la fête, décalée, d'anniversaire de Beatrix le 30 avril 1981). Deux autres tomes sont annoncés chez le même éditeur.

La version française d'un entretien de l'auteur, Johannes van de Weert, paru dans la revue américaine *Signal* précise : « Mon intention était d'inciter les lecteurs, et plus particulièrement les jeunes, à pratiquer

l'activité individuelle, le "bricolage maison", qu'on désigne par le DIY – "Do it Yourself" *[Fais-le toi-même]*. (...) En août 1983, paraît le dernier double numéro de *Red Rat* (...) » (parties 9 & 10). (...) Red Rat, héros de BD contre son gré, cède la place à des œuvres plus documentaires (...). Mais en avril 2009 (...) *[paraissent]* deux histoires toutes neuves de Red Rat. Celles-ci se situent entre 1978-1980 et nous racontent les années punk (...). Six mois plus tard sont publiées *Les Aventures de Red Rat* parties 11 & 12 (...). Enfin, en 2010, deux derniers albums (Parties 13 & 14) viennent conclure la saga (...). »

En annexe, une brève présentation du moiuvement provo et des krakers éclaire le contexte dans lequel fut élaborée cette bande dessinée. Pour plus de précisions sur les Provos on pourra lire Yves Frémion, *Provo, la tornade blanche. Amsterdam 1965-1967*, Cahiers JEB, 1982 (éditions publiées par la Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs du ministère de l'Education nationale et de la Culture française, Bruxelles) ; et Informations Correspondance Ouvrières (ICO), *Les Provos et la lutte de classes*, supplément au numéro 71 d'*ICO* de mai 1968 (« Pour l'essentiel, *[les textes qui suivent]* sont la traduction d'un ouvrage paru en Hollande sous la plume d'un intellectuel « de gauche » A. Nuis en juillet 1966 », plus quelques textes des Provos eux-mêmes et de la revue néerlandaise Daad en Gedacht [Acte et pensée]) – En pdf sur http://archivesautonomies.org/IMG/pdf/ico/supplement/sup-n71.pdf

Fredy Perlman

◆ *Anthologie de textes courts*, de Fredy Perlman, Ravage Editions, 6 € (4 € à partir de 5 ex.), frais de port : 2 € pour un ex. + 1 € par ex. supplémentaire. Table des matières : « Parcours d'un apatride », « L'Appel constant du nationalisme », « L'Antisémitisme et le pogrom de Beyrou », « Tout peut arriver », « La reproduction de la vie quotidienne », « Naissance d'un mouvement révolutionnaire en Yougoslavie », « Progrès et énergie nucléaire », « Bibliographie & traductions ».

https://ravageeditions.noblogs.org/post/2016/04/19/a

◆ *Un grain de hazard - football*, de Jean Gardin, Edition La Lenteur. Présentation de l'éditeur : « L'action se déroule au XXIIe siècle à Paris, ville-musée confite dans son prestige passé, et haut lieu de la culture sexy mondialisée. L'atmosphère est polluée, l'énergie rationnée, les désirs débridés, et aucun contrat social ne relie plus la banlieue à Downtown. La gestion au quotidien de tout ce bazar dépend d'une caste de mutants prescients. L'avenir est désormais écrit à l'avance... Sauf dans le cadre de la Coupe du monde de hasard-football. (...) Un polar futuriste. »

Poésie

◆ Revue *Empreintes* n° 27 Editions de l'usine, 102 Boulevard de la Villette, Paris.

◆ « *L'Umbo* est un divertissement confidentiel et une rêverie, l'ébauche nonchalante d'une revue. L'umbo est un passe-temps paradoxal : réunir et partager avec quelques complices, un choix d'empreintes et d'affirmations poétiques... »

http://lesminutesdelumbo.com
jeanpierreparaggio@yahoo.fr
http://www.jean-pierre-paraggio.odexpo.com/pro_page.asp?page=5640&lg=

LISTE DE DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande des timbres ou des vignettes : 1,36 euro pour un ou deux exemplaires, 2,72 euros jusqu'à cinq. Au-delà et pour les livres, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité des documents, les demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A Contre-Courant, numéros dépareillés de 2010 à 2014
Actu News (1989) (A)
Against the current, 2003-2005 (A)
Agence Presse Libération (belge), 1978
Agitation anarchiste, du pain sur la planche n° 1 (2016)
Airbus mon amour (2015)
Alternative libertaire, n°s 5,6,7,8 (2016)
Anarcho-syndicaliste, n°31 (décembre 1963)
Andersen and Serish inquiry, Max Weblin (A)
Armes du vivant
Article 11, 2014
Asian Labour update, (1997-1998) (A)

B

Banquise (La) n° 1 (1983)
Bilan et Perspectives n° 16 (2016)
Blast, Du féminisme ilustré (2015)
Blaumachen, *Sur les événements de Grèce,* n°3 (2009) (en grec)
Body Marcel, *Un ouvrier limousin au cœur de la Révolution russe*
Boginski, *What does syndicalist want,* KSL (A)
Brotherhood of the Downwardly Mobile (A)
Bulletin des compagnons de nulle part, n° 1

C

Cahiers français, n°157, Crise du système monétaire (1974)
Cause du peuple (La), brochure sur Turin (1969)
Chiendent n° 1 (juin 2016)
China Labour Bulletin, n° 45 (1998) (A)
CIS newsletter (1997-1999) (A)
Collectif La Rotonde – *De Golfech à Sivens*
Collective Action Notes (de 1995 à 1997) (A)
Communisme n°43 (mai1996)
Contre temps n° 25 (2016)
Contrôle ouvrier (brochure du PSU)
Counter Punch (avril 2007) (A)
Courant Alternatif n°s 38 (1994) et dépareillés (de 2012 à 2016)
Courant de lutte, Collectif école en danger Berrien (2015)
CQFD, numéros dépareillés (de 2015 à 2016),
Crise (1976) (A)

D

De tout bois, revue de lutte contre le Center Park de Roybon n° 4 (2015-2016)
Dialectical Delinquent, *Les fils effilochés*
Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002)
Direct Action, 1977-1978 (A)
Disruption (brochure de Solidarity), Libertarian pamphlet (A)
Du minimalisme politique

E

Echanges et Mouvement, *Restructurations et lutte de classe dans l'industrie automobile mondiale,* livre
Echaudée (L') n° 5, printemps (2015)

Economist (The) Earthly Powers (2010), the lessons from Iceland (A)
Entreprise et Personnel, *Entre guérilla et résignation* (2003)
Envolée (L') n° 41 (juin 2015)
EPI Briefing Papers, *For job seekers* (2010) (A)
EPI Briefing Papers, *The long term impact of the recession* (2009) (A)
Etcétera, nos 49 (2012) et 55 (2016)
Etudes anticolonialistes (1964)
European Workers Solidarity Links (1991) (A)

F

Financial Times, The Future of Capitalism 2009, (A)
Forbes, *The Annual Report of American industry*, juin 1984,(A)
Force Ouvrière, *Pour un congrès national* – (mai 1966)
Forge (La), numéros dépareillés de 2015 à 2016
Future of Stem Cells (The) (juillet 2005) (A)

G

Gazette de la société et des techniques, numéros dépareillés de 2009 à 2016
Géographie marxiste, Lutte de classe et aménagement du territoire
GERM, lettre d'info n°116, *Lutte contre l'absentéisme* (mars 1978)
Glaberman, *Travailler pour la paie : les racines de la révolte* (Acratie)
Gremmo Robert, *La tragedia di BlascoTrotski d'Italia* (I)
Grève (La) généralisée en France, brochure ICO (1968)
Grève sauvage Dodge Truck (juin 1976)

H

Habitants de la Lune (Les), numéros de 2010 à 2016
Hadji Michais, *Whose flexibility, the politics of informalisation in Southern Europe,* Capital and Class (A)
Hatcher Eddy, *A political prison in North Carolina, USA* (A)
Hotline Newsletter, sur le Bangladesh de 1998 à 2013 (A)
Hudson Michael, *The 4,7 million pyramid* (2005) (A)

I

Immigrants d'Amindeo, *La révolte des affamés,* 2013
Immigration (to the) (A)
Independent Reader, *The economy – Jobs and Development* (2012) (A)
Internationalist Communist Forum, *The Union Bureaucracy, the State and the Working Class* (A)
International Discussion Bulletin, nos 2 et 3 (1980) (A)
International dockers'struggle in the eighties ; *International Communist Review* n° 13 (1995) (A)
Intervention Communiste, numéros dépareillés de 2010 à 2014
Irak, *Report from 2013* (Investing Action) (A)

J

Jackson Thomas F., *The State, the movement and the urban poor* (A)
Jakilea/Le Témoin nos 116 à 118 (2015-2016)
Jarrod Shanaham, *It's a tough economy* (2014) (A)

K

Katz Mathew, *Avec une caméra*
Kicker, *The misery of football* (2016) (A)
Kronstadt 1921 (A)
KSL, Kate Sharpley Library (2012 à 2016) (A)
Kurz Robert, *No revolution* (2012) (A)

L

Le Meur ou la feuille de l'écologie à Prétention radicale (2013)
Le Meur ou la Faillite de l'écologie (août 2013) (André Dréan)

Lenin reloaded : the comic repetition of a tragic history–
Dan Milligan, *Liaisons Dangereuses, Grève sauvage à Fleetwood* (1978)
Liaison autogestion, n°1 (1969)
Liaisons Sociales, L'Exception française (1997),
Lowell F, *Radical Politics Today* (A)

M

Maelstrom (2014) (F)
Manière de voir n° 95,Les droites au pouvoir, n° 137 Penser est un sport de combat
Marxisme oublié n° 4 (2016)
Match (The) nos 80 (1985) et 88 (1988) (A)
Mersey Postal Workers Alliance – *Lessons of the postal workers strike* (1971) (A)
Mizen Dhel, *In and against the raining* (1990) (A)
Mordicus, numéros dépareillés du n° 1 (1990) à 11 (1993-1994)
Mouette enragée (La) n° 32 : Aménagement capitaliste de l'espace (2014), et numéros dépareillés de 2015 à 2016
Mouvement communiste nos 2 à 6 (1991-1995)
Mouvement communiste, la lettre de 2002 à 2006
Mouvement communiste, brochure *Ecole, jeunesse et mouvement étudiants* (1988-1989)
Mouvement communiste, *Mai-Juin 1968, une occasion manquée par l'avant-garde ouvrière* (2006)

N

Nah, Anarchist Manifesto en BD (1965) (A)
Négatif n° 21 (2016)
New Zealand, différentes publications *Tribune Monthly Review* (1986), *Meat Workers* (1986), *People's voice* (1987) (A)
Ni patrie, ni frontières, nos 13 et 14 (2005) et 52-53 (2015)
Nuevo Movimiento (I)

O

OSL, *Manifeste* (1986)
Of Frantic empire and terrorism (2013) (A)

P

Pannekoek, *Le Syndicalisme* (ADEL)
Pannekoek, *Lénine Philosophe* (photocopie de l'édition Spartacus)
Paris debout, n° 1 (2016)
Paris sous tension nos 2 et 5 (2015-2016)
Parti communiste d'Espagne nos 11,13,14 (1979) (E)
Partisan Magazine n°4 (2016)
People (The) nos4 & 8, 2004 (A)
Perspectives anarchistes communistes – bulletin de recherche sur l'autogestion (1968)
Perspectives internationalistes n° 48 (2004)
Perusch and Worcester, *Trade Union politics (1960-1990), class conflict in the USA since the 60's* (A)
Peuples en marche (2002)
PLPL nos 1 (2000) et 2, 3, 6 (2001)
Polonia, Collegamenti, *Les Ouvriers contre l'Etat ouvrier (*1980) (I)
Portes Richard, *The Polish crisis, Western economic, policy options* (1981) (A)
Précarités (Les) nos 4 à 12, dossier CPE (2006)
Présence marxiste, numéros de 2014 à 2015
Primopiano (1987) (I)
Prison à la maison (2008)
Prol position, divers numeros (A)
Prolétaire (Le) nos518 et 519 (2016)
Proletarian positions (2005-2006) (A)

R

Rebel n° 1 (1986) (A)
Red and Black Notes (2005) (A)
Red Collective (2006) (A)
Regroupement communiste (2015-2016)
Republican (The) n° 58 (1986) (A)
Reuch, *Qu'est-ce que le communisme de conseils* (1971)

Revolutionary Communist Youth Newsletter n°s 14 (1972) et 15 (1973)(A)
Revue des livres n° 10 (2013)
Routes sucrées (2014) (A)
Russian Labour Review n° 4 (1994) (A)

S

Sharon Smith, *Mistaken identity* (1994)
Simon Henri, *Le 25 juin 1976 en Pologne* (1977)
Simon Henri *The Railways Strike, France 1986-1987*, Echanges (A)
Socialist Standard (The), Pologne (1981) (A)
Socialist Action, divers numéros de 1986 (A)
Solidarity supplement Solidarnosc (1983) (A)
Solidarité nouvelle (mai 1974)
Solidarnosc , *What is a sit down strike ?* (1982) (A)
Sorting out the national post strike, 1988 (A)
Sortir du nucléaire n° 67 (2015)
State adversary (1989-1990) (A)
Statistiques en bref, *hommes et femmes employés en CDD*
Street Voice (2005-2006) (A)
Sud Education (2015-2016)

T

Ian Tillium, *Technological despotism* (1994) (A)
Tendance d'évolution de l'emploi en France jusqu'en 1975

U

UINM, *Les Relations industrielles au Brésil* (1985)
Unempoyed Struggles in France, The 35 Hours Week (1998) (A)
Unité ouvrière n° 9, Les syndicats en Belgique 1961-1967
Uprising and class struggle in Egypt (2011) (A)

V

Volya n° 5, sur le travail forcé en URSS (A)
Vital signs n° 2 (1970) (A)
Voix des sans-papiers n° 13 (2015)
Viewpont Magazine, sur la polémique Castoriadis-Pannekoek (2016) (A)

W

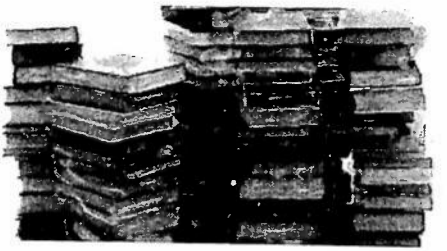
Wagner, *L'Anarchie et la Révolution espagnole* (ADEL)
Wales, *Class Struggle and Socialism* 1999 (A)
Weekly Peple n° 88,1978 (A)
Weir Stanley,*A new era of Labor revolt* (1966) (A)
Wildcat n° 9 sur l'Afrique du Sud (A)
Worker Educational Association – *Unemployment*,1982 (A)
Workers Vanguard n° 857 (2005) (A)
Workers advocate, n° 11 (1989) (A)
Workers'voice n° 1 (1980) (A)
Working people n° 88 (1978) (A)

Bien d'autres matériaux sont disponibles à Echanges :

Sur papier : brochure de présentation d'Echanges contenant une liste de publications anciennes ◆ Index des articles parus depuis l'origine jusqu'au n°133 ◆ Anciens numéros dépareillés d'*Informations Correspondance Ouvrières* (*ICO*), *Echanges*, *Dans le Monde une classe en lutte* envoyés seulement contre remboursement des frais postaux ◆ La brochure d'ICO sur Mai 68

Sur CD : collection complète d'*ICO*, d'*Echanges* et de *Dans le monde...*

Sur le site http://archivesautomomie.org, l'ensemble des publications d'*ICO*, d'*Echanges* et divers bulletins d'entreprise.



À PARAÎTRE AUX ÉDITIONS PLEIN CHANT

L'USINE, NUIT ET JOUR,

JOURNAL D'UN INTÉRIMAIRE

de Patrice Thibaudeaux.

Éditions Plein Chant, 224 pages.

ON RETROUVERA dans ce livre le texte de la brochure *Nuits d'usine* publiée en 2012 par Échanges.
Ce récit au jour le jour du travail de nuit dans une usine de galvanoplastie est complété par un ensemble de lettres (certaines déjà parues dans *Echanges*) et par des textes plus récents dans lesquels Patrice Thibaudeaux raconte son travail actuel dans une équipe de jour de la même usine.
Quelques illustrations de l'auteur complètent ce témoignage précieux sur la condition ouvrière aujourd'hui.
On peut commander l'ouvrage pour 12 euros franco de port directement chez l'éditeur :
35, route de Condé, 16120 Bassac.
Pour toute information supplémentaire, on peut aussi écrire à :
pleinchant@wanadoo.fr
ou consulter le site www.pleinchant.fr

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

ÉCHANGES N° 156 — Eté 2016